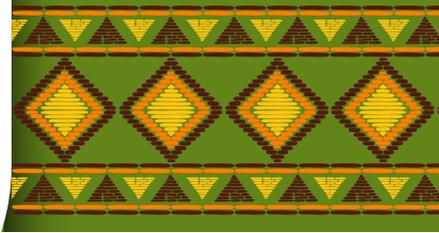




FRAGILITÉ ET RÉSILIENCE DANS LA SOUS- RÉGION DE L'UNION DU FLEUVE MANO : CONSOLIDER LES DIVIDENDES DE LA PAIX FACE AUX DÉFIS PERSISTANTS



Fragilité et résilience dans la sous-région de l'Union du fleuve Mano : consolider les dividendes de la paix face aux défis persistants

auteurs

Prof. Brian Ganson

Directeur, Centre on Conflict & Collaboration, Stellenbosch Business School

Abou Bakarr Kamara (responsable des questions économiques)

Économiste pays, International Growth Centre

Ibrahim Al-bakri Nyei (responsable des questions politiques)

Ducor Institute for Social and Economic Research

Tidiane Traore (responsable des questions régionales)

Aïssatou Cissé Yao-Yao (responsable des questions sociétales)

in memoriam

Herbert M'cleod (1948-2022)

Directeur pays, Programme Libéria et Sierra Leone, International Growth Centre

Publié le 20 décembre 2022

Évaluation et rapport commandés par la Banque africaine de développement, le Secrétariat de l'Union du fleuve Mano et les Nations Unies, sous la direction du Dr Yero Baldeh, Amb. Medina A. Wesseh et Dr Henk-Jan Brinkman respectivement. Le projet a été mené avec le soutien à la gestion et le conseil de Dr Abu Bakarr Tarawalie, Alex S. Yeanay, Farah Abdessamad, Jerome Berndt, Jérôme Mellon et Jerry B. Tarbolo, et avec le financement du Bureau d'appui à la consolidation de la paix des Nations Unies par l'intermédiaire du Mécanisme d'appui à l'action humanitaire, au développement, à la consolidation de la paix et aux partenariats. Remerciements particuliers à Dr Francis Nazario, Madalene O'Donnell, Niveen Muiz, Ozong Agborsangaya et Dr Sabastiano Rwengabo.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de la Banque africaine de développement, du Secrétariat de l'Union du fleuve Mano ou des Nations Unies.

Conception de la couverture : Sara Lopez Domenech

Photo de couverture : ONG et organisations culturelles disent adieu à la MINUL, UN Photo/Albert Gonzalez Farran

Copyright © Nations Unies 2022, tous droits réservés

Siège des Nations Unies, 405 East 42nd Street, New York, NY 10017, États-Unis

FRAGILITÉ ET RÉSILIENCE DANS LA SOUS-RÉGION DE L'UNION DU FLEUVE MANO : CONSOLIDER LES DIVIDENDES DE LA PAIX FACE AUX DÉFIS PERSISTANTS

Résumé exécutif

Ce document final (le « Rapport ») est le résultat d'un effort conjoint de la Banque africaine de développement (BAD), du Secrétariat de l'Union du fleuve Mano (S-UFM) et de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour évaluer l'état de fragilité et de résilience dans la sous-région de l'UFM. Leur intention est de soutenir les pays de l'UFM individuellement et conjointement en informant les politiques et les programmes de réforme des gouvernements nationaux et de leurs partenaires de développement.

Le Rapport s'appuie sur des travaux antérieurs issus d'un effort qui a examiné de manière exhaustive les symptômes de fragilité et les facteurs de résilience dans la sous-région. Comme les événements récents dans la région l'ont souligné, notamment le coup d'état en Guinée, les manifestations sanglantes, les réponses de la police en Sierra Leone, les violences postélectorales en Côte d'Ivoire, et les grèves et manifestations au Libéria, la persistance de la fragilité est profondément ressentie dans toute la sous-région.

Selon les experts consultés au cours du travail de recherche, la situation contemporaine se rapproche de plus en plus des situations qui ont conduit aux guerres civiles dans la sous-région. De plus, les experts observent que la fenêtre se referme sur l'opportunité d'arrêter cette dynamique négative et de construire la société que les citoyens veulent et méritent.

Les experts observent que, depuis des décennies, les questions d'économie, de développement humain, de cohésion sociale, de renforcement de l'État et de gestion des zones frontalières ont été étudiées, des plans ont été élaborés et des initiatives ont été prises par les gouvernements, les partenaires au développement et la société civile. Néanmoins, les experts soulignent que ces efforts, tels qu'ils sont actuellement conceptualisés et mis en œuvre, n'ont pas permis et ne permettront pas de trouver une voie pour sortir de la fragilité.

Ce Rapport interroge donc les raisons pour lesquelles les efforts positifs pour remédier à la fragilité échouent, pourquoi les dynamiques négatives nourrissant la fragilité persistent, et suggère ce qui pourrait être fait pour y remédier.

Le Rapport se fonde sur des recherches et conclusions antérieures, une recherche secondaire supplémentaire dans la littérature contemporaine relative à la persistance de la fragilité, et quatre consultations de groupes d'experts, organisées autour des thèmes de l'économie inclusive, du régime politique, de la société et de la sous-région, dont sont tirés des exemples pour ce Rapport. En outre, des commentaires ont été sollicités de manière itérative auprès de la BAD, du S-UFM, de l'ONU et des gouvernements nationaux, qui ont participé activement au processus de consultation.

Diagnostic relatif à la persistance de la fragilité

Le Rapport conclut que pour sortir de la fragilité, il est nécessaire de promouvoir les dynamiques positives de renforcement de la cohésion sociale, de l'institutionnalisation ainsi qu'une plus grande cohérence des efforts tout en éliminant les dynamiques négatives de la fragilité. La recherche et l'analyse des experts soulignent que la dynamique de la fragilité continue d'être alimentée par les politiques et les pratiques des gouvernements, des institutions internationales et des partenaires au développement :

- Les actions délibérées (ainsi que les décisions de ne pas agir) aboutissent à une corruption effrénée dans les secteurs public et privé, réalisée en toute impunité, minant la cohésion sociale et déstabilisant des institutions déjà fragiles.
- Les intérêts économiques et politiques internationaux et nationaux sont poursuivis malgré leurs impacts négatifs évidents sur la fragilité, ignorant fréquemment les voix locales et leurs demandes en faveur d'un bénéfice plus grand et direct pour les personnes historiquement appauvries et marginalisées à grande échelle.
- On observe une érosion des sources traditionnelles de résilience et de cohésion sociale, avec des politiques de gouvernance locale, des partis politiques et la mise en œuvre de programmes de développement introduisant de nouvelles formes de compétitions et d'hostilité entre les groupes qui n'existent pas historiquement.

Par ailleurs, la cohésion sociale et la résilience sont minées par des dynamiques interdépendantes :

- Une mise en œuvre insuffisante des cadres et des processus « post-conflit », et peu d'efforts afin de parvenir à un consensus suffisant – en particulier au regard des lignes de fracture et de conflit historiques – sur une vision inclusive pour chaque pays ainsi que pour la sous-région, ou sur la manière de l'atteindre.
- Les investissements en faveur d'une institutionnalisation efficace échouent et peu d'attention est prêtée aux valeurs, attitudes, croyances et engagements partagés par les parties prenantes sur la manière dont les décisions doivent être prises et mises en œuvre afin que les institutions fonctionnent.
- On observe une absence de cohérence des politiques et des programmes. Les efforts pour produire un changement positif entre les différentes agences gouvernementales, les gouvernements de la sous-région, les partenaires de développement et la société civile ne sont pas suffisants et ne se renforcent pas mutuellement.

Ces facteurs, endogènes et exogènes, se combinent et créent des cycles de pauvreté, d'exclusion, d'hostilité entre les groupes et de contestation politique exacerbée qui renforce la fragilité.

L'analyse montre que les actions tout autant que les inactions qui alimentent les dynamiques de la fragilité et minent la cohésion sociale et la résilience émergent de systèmes et d'institutions enracinés qui ne servent que les priorités et intérêts d'un nombre limité de parties prenantes puissantes exerçant un contrôle total sur elles.

Recommandations afin de sortir de la fragilité

L'analyse prescriptive du Rapport conclut que de profonds changements dans les relations de pouvoir et les arrangements institutionnels – concernant l'économie politique et la gouvernance locale, nationale et sous régionale – sont nécessaires afin de libérer les forces favorables à un développement pacifique.

Il ne suffit donc pas de continuer à pointer du doigt les mauvaises politiques et de suggérer qu'il faut suivre une ligne de conduite inverse. De même, identifier les lacunes et élaborer encore plus de plans ou de programmes pour y remédier n'est pas non plus une approche pertinente.

Le Rapport conclut plutôt qu'une sortie de la fragilité requiert que les gouvernements et les partenaires de développement promeuvent un système plus équilibré d'influence entre les différentes parties prenantes, et ce en faveur d'un changement sociétal positif. Ce n'est qu'une fois que les objectifs d'inclusion et de partage du pouvoir auront progressés que des politiques et pratiques efficaces pourront être mises en œuvre par des acteurs politiques et économiques puissants.

La recherche conduite et la revue par des experts indiquent diverses implications découlant de cette conclusion :

- Des lignes rouges plus claires et des processus de gouvernance plus robustes doivent être établis par les partenaires internationaux et les gouvernements nationaux. Ceux-ci doivent prévenir et remédier au problème de l'exacerbation de la fragilité par des politiques et des pratiques publiques ou privées contribuant à la pauvreté multidimensionnelle, excluant les personnes déjà vulnérables ou marginalisées, rendant la vie plus difficile à ceux et celles qui travaillent dans le secteur informel, exacerbant les lignes de fracture historiques, et contournant les processus de planification inclusifs, fondés sur le consensus et conformes aux cadres internationaux convenus ainsi qu'aux bonnes pratiques de développement et de consolidation de la paix.
- Des politiques et des programmes de développement en faveur des pauvres rompant de manière significative avec les formes de production et de distribution antérieures au conflit sont nécessaires. Des améliorations systémiques de l'écosystème du secteur informel peuvent rapidement être bénéfiques au plus grand nombre. Une décentralisation efficace de l'élaboration des priorités, de la planification, de la gouvernance, de la mise en œuvre et du suivi peut être nécessaire, ainsi que le renforcement des capacités des femmes, des jeunes et des populations marginalisées, des organismes professionnels et d'autres acteurs de la société civile, afin qu'ils puissent jouer un rôle significatif dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation, et la résolution des conflits.
- Les progrès peuvent être plus faciles à réaliser au niveau sous-régional, en reconnaissant les opportunités de développement économique inclusif. En outre, les approches régionales peuvent permettre de s'attaquer à des systèmes politiques enracinés au niveau national. Cela peut être fait en créant et en consolidant des réseaux professionnels sur une base sous régionale, et en rassemblant et autonomisant d'autres communautés dans

la sous-région, y compris des groupes de femmes et de jeunes, les défenseurs des droits humains et de l'environnement, et d'autres groupes qui peinent souvent à faire entendre leur voix et à concrétiser leurs idées.

Dans tous ces efforts, les analystes ont souligné l'importance d'aborder directement les questions de valeur au sein des réseaux d'acteurs, y compris parmi les partenaires de développement, les gouvernements nationaux et les acteurs du secteur privé.

Recommandations face à la persistance de la fragilité

Les analyses diagnostiques et prescriptives fournissent les fondements des recommandations spécifiques du Rapport.

Recommandations pour les partenaires internationaux

Ces recommandations s'adressent à la BAD, à l'ONU et à l'UFM qui ont commandé ce Rapport, mais également aux autres gouvernements, organisations et institutions multinationales engagées dans la sous-région sur les questions de développement, de sécurité et d'économie.

1. ***Mener des examens complets de l'impact de la fragilité*** qui respectent les normes et les standards d'évaluation des Nations Unies. Les examens doivent identifier comment les politiques et les programmes menés ont un impact direct ou indirect sur la cohésion sociale, la cohérence des efforts et l'institutionnalisation. Des structures de gouvernance doivent être créées et/ou renforcées pour garantir que des mesures correctives soient prises en ce qui concerne les impacts négatifs de ces politiques et programmes sur la fragilité. Un registre des risques relatifs aux impacts négatifs actuels et potentiels sur la fragilité doit être maintenu et rendu public.
2. ***Établir un observatoire de la fragilité pour la sous-région*** afin de surveiller la suffisance, la cohérence et l'impact cumulatif des efforts visant à répondre à l'économie politique de la fragilité. L'Observatoire, géré de manière professionnelle et indépendante devrait, par un processus inclusif, participatif et transparent, rendre publiques les données sociales, politiques et économiques clés, en accordant une attention particulière aux divisions historiques générées par les conflits. Il pourra ainsi être un catalyseur en faveur de la mise en réseau et d'action positive, basées sur des valeurs solides, entre les acteurs, les pays et les secteurs.
3. ***Donner la priorité à une perspective sous-régionale dans la planification et l'action.*** Les partenaires au développement devraient favoriser la cohérence et l'impact cumulatif des efforts grâce à l'adoption de politiques spécifiques privilégiant l'utilisation de la sous-région comme unité d'analyse pour la conduite d'études, l'élaboration des politiques, la conception des programmes et la budgétisation. Cela peut les encourager à aligner leurs propres structures organisationnelles, budgets, modèles de dotation en personnel et d'engagement afin de faciliter la coordination et la mise en œuvre de solutions sous-régionales.

Recommandations pour les gouvernements nationaux

Ces recommandations s'adressent aux gouvernements des États membres de l'UFM, ainsi qu'aux acteurs qui cherchent à les soutenir et à les influencer de manière constructive.

1. **Donner la priorité aux règlements pacifiques, en particulier sur les questions économiques.** Les gouvernements devraient faire du renforcement de la cohésion sociale une priorité nationale, dans la mesure où l'abandon prématuré des processus de construction et de consolidation de la paix a compromis la sortie de la fragilité. Ils doivent expliquer comment ils espèrent demander à leurs propres représentants et aux personnalités politiques affiliées de rendre des comptes sur la façon de surmonter la politique du « gagnant qui remporte tout » en accordant une attention particulière aux lignes de fracture et de conflit historiques et aux dimensions non traitées des processus de paix, tels que les processus de vérité et de réconciliation.
2. **Rendre obligatoire la participation significative des parties prenantes concernées.** Des processus efficaces de participation du public doivent être prescrits par la loi pour la planification des politiques, des programmes et des projets, ainsi que pour la prise de décision. Lorsque l'action privée a un impact public significatif, la participation du public devrait également être prescrite afin d'assurer une analyse et une planification inclusives, des résultats compatibles avec les droits et fondés sur les intérêts, la résolution rapide et efficace des conflits et le redressement des griefs.
3. **Donner la priorité à une perspective sous-régionale dans la planification et l'action.** Les échanges sous-régionaux doivent être encouragés au niveau technique et professionnel entre les départements et les agences du gouvernement, y compris les organismes professionnels concernés et les acteurs de la société civile. Il convient de privilégier les défis et opportunités d'une régionalisation plus efficace et apportant le plus de bénéfice que possible aux plus pauvres et aux plus marginalisés. Ces échanges devraient être mis à profit afin d'intégrer les atouts et opportunités sous-régionaux dans les politiques et plans nationaux ainsi que dans leur mise en œuvre.

Recommandations pour les autres acteurs

Ces recommandations s'adressent aux acteurs de la société civile et du secteur privé, ainsi qu'à ceux qui cherchent à les soutenir et à les influencer.

1. **Développer des réseaux sous régionaux.** Les acteurs de la société civile devraient développer des réseaux transnationaux d'échange d'informations, de développement de stratégies et de coordination des actions, y compris la mise en réseau des organisations de la société civile (OSC) et d'autres acteurs locaux entre eux. Ils devraient tenir compte des atouts et des opportunités sous-régionaux dans l'élaboration de leurs stratégies, de leurs politiques et de leurs programmes. Ils devraient également participer activement aux efforts visant à assurer la suffisance, la cohérence et l'impact cumulatif des actions visant à remédier à la fragilité dans la sous-région.

2. ***Mettre l'accent sur la capacité à changer les systèmes en tant qu'élément central de la stratégie.*** La société civile et les autres acteurs du développement, leurs partenaires et les bailleurs de fonds devraient tenir compte des dimensions systémiques des problèmes qu'ils cherchent à résoudre, notamment le manque de cohésion sociale, de cohérence des efforts et une institutionnalisation insuffisante. Ils devraient inclure dans les programmes de développement et initiatives de plaidoyer le renforcement des capacités des parties prenantes afin qu'elles puissent participer efficacement, à la prise de décision en matière de politiques, de programmes et de projets.
3. ***Prendre plus d'initiatives dans le secteur privé.*** Les sociétés d'exploitation ainsi que celles qui les financent ou les soutiennent ne devraient s'engager dans des processus d'élaboration de politiques, de réforme juridique ou réglementaire, de négociation avec des entités publiques ou d'engagement communautaire que dans le cadre de processus inclusifs, compatibles avec les droits et supervisés de manière indépendante, et transparente. Elles devraient renforcer leurs structures de gouvernance en ce qui concerne les impacts négatifs que leurs actions peuvent avoir sur la fragilité, et se soumettre à des mécanismes de règlement des différends et de recours accessibles et contraignants.

Le Rapport conclut que si de telles mesures ne sont pas prises, une sortie de la fragilité est peu probable pour la sous-région. Cependant, une action disciplinée et coordonnée peut produire des progrès substantiels et continus en termes de renforcement de la cohésion sociale, d'institutionnalisation et de plus grande cohérence des efforts, et ainsi générer un développement plus inclusif et pacifique.

FRAGILITÉ ET RÉSILIENCE DANS LA SOUS-RÉGION DE L'UNION DU FLEUVE MANO : CONSOLIDER LES DIVIDENDES DE LA PAIX FACE AUX DEFIS PERSISTANTS

Document final

Contexte et mandat de ce document final

La Banque africaine de développement (BAD), le Secrétariat de l'Union du fleuve Mano (S-UFM) et l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont entrepris un effort conjoint afin d'évaluer l'état de la fragilité et de la résilience dans la sous-région de l'UFM. L'objectif est de soutenir les pays de l'UFM individuellement et conjointement en informant les politiques et les programmes de réforme des gouvernements nationaux et de leurs partenaires de développement.

La croissance économique et le PIB par habitant dans les pays membres de l'UFM ont toujours été faibles, avec des taux de pauvreté et de chômage élevés, ainsi que des indicateurs macroéconomiques déplorables. Des gains positifs sont enregistrés durant des périodes d'expansion, mais dans la plupart des cas, ils sont de courte durée, et facilement annulés à cause des chocs, avec ce que les analystes décrivent comme des implications débilantes.

— RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR L'ÉCONOMIE INCLUSIVE ET CAPABLE

Un rapport antérieur qui a émergé de cet effort a étudié d'une manière exhaustive les symptômes de la fragilité et signes de résilience dans la sous-région. Il documente la façon dont les populations des pays de l'UFM expérimentent la fragilité.

Ce document final (le « Rapport ») énumère les conditions et dynamiques, qui, selon les experts, doivent être abordées afin que la région parvienne à un développement pacifique. Il s'agit de menaces anciennes telles que la capture de l'économie par l'élite ou l'incapacité à transmettre les dividendes de la paix à la jeune génération, de nouvelles menaces comme le changement climatique, ou encore de leur combinaison qui crée les conditions d'une instabilité encore plus grande, par exemple, par l'extrémisme violent.

Ce Rapport analyse les raisons pour lesquelles la fragilité persiste. Depuis des décennies, les questions d'économie, de développement humain, de cohésion sociale, de renforcement de l'État, de gestion des zones frontalières, ainsi que d'autres défis ont été étudiés de manière extensive, des plans ont été

Dans les pays de l'Union du fleuve Mano, les experts estiment que l'impact de la Covid-19 s'est moins fait ressentir dans les taux des décès et d'infections que dans le déclin économique, l'instabilité politique et les troubles sociaux résultant de la mauvaise gestion de la crise sanitaire. Ceux-ci se sont manifestés de diverses manières : un coup d'Etat militaire, des protestations, une inflation galopante et une augmentation du taux de chômage.

— RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA POLITIQUE INCLUSIVE ET CAPABLE

élaborés et des initiatives ont été prises par les gouvernements, les partenaires du développement et la société civile pour y remédier. Cependant, la conclusion des experts est que ces mesures n'ont pas permis de sortir de la fragilité. Ce Rapport interroge donc les raisons pour lesquelles les efforts positifs pour remédier à la fragilité échouent, les

dynamiques négatives nourrissant la fragilité persistent, et suggère ce qui pourrait être fait pour y remédier.

Le Rapport se fonde sur des recherches et conclusions antérieures, une recherche secondaire supplémentaire dans la littérature contemporaine relative à la persistance de la fragilité, et quatre consultations de groupes d'experts, organisées autour des thèmes de l'économie inclusive, du régime politique, de la société et de la sous-région, chacune aboutissant à un rapport de séminaire dont sont tirés des exemples pour ce Rapport. En outre, des commentaires ont été sollicités de manière itérative auprès de la BAD, du S-UFM, de l'ONU et des gouvernements nationaux, qui ont participé activement au processus de consultation. Ce Rapport est le fruit du consensus de plusieurs perspectives, également confirmées par la littérature existante et la production académique.

Aperçu : la persistance de la fragilité dans la sous-région de l'UFM

Dans toute la sous-région de l'UFM, la fragilité est plus visible lors d'événements emblématiques comme le coup d'état en Guinée, les manifestations sanglantes, et leur réponses policières en Sierra Leone, les violences post-électorales en Côte d'Ivoire ou les grèves et/ou manifestations au Liberia.

Les experts concluent que l'ampleur de la pauvreté a considérablement détérioré le capital de confiance entre les populations et les gouvernements.

—RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE ET CAPABLE

Cependant, les données et commentaires d'experts soulignent que ces événements sont sous-tendus par des dynamiques chroniques et troublantes tels que des meurtres arbitraires continus, des traitements cruels et dégradants infligés par les services de sécurité, l'incapacité du gouvernement à fournir des services de base ou à trouver une voie pérenne pour sortir de la pauvreté multidimensionnelle, et ce même avec une aide étrangère substantielle, des schémas de développement du secteur privé qui exacerbent plutôt qu'ils ne réduisent les inégalités, et des griefs et phénomènes d'exclusion persistants. Ces réalités impliquent des questions plus générales de développement et de renforcement de l'État.

La question de l'application d'une lentille de fragilité est essentielle. Elle consiste à déterminer si la société a la capacité de maintenir une dynamique positive et de résister aux chocs face à des défis aussi importants. Dans ce Rapport, une analyse de la fragilité s'intéresse aux causes profondes de ce que les experts qualifient d'échec collectif à réaliser les progrès nécessaires sur les problèmes identifiés dans les recherches précédentes, bien qu'ils soient si préoccupants et aient des impacts profonds et négatifs si évidents sur développement durable et pacifique. Ainsi, les points que ce Rapport explore sont socio-politiques :

- Cohésion sociale Y a-t-il un consensus suffisant – au regard des lignes de fracture et de conflits historiques – sur la vision inclusive pour chaque pays et la sous-région, et sur les voies pour y parvenir ?
- Cohérence des efforts Des efforts de changement positifs et suffisants entre les différentes agences gouvernementales, les gouvernements de

la sous-région, les partenaires au développement et la société civile se renforcent-ils mutuellement et positivement ?

- Institutionnalisation Le fonctionnement des institutions reflète-t-il des valeurs, attitudes, croyances et engagements largement partagés par les parties prenantes quant à la manière dont les décisions doivent être prises et mises en œuvre ?

Comme expliqué ci-dessous, les données et les commentaires d'experts soulignent que toute réponse à ces questions fondée sur des faits est négative. En effet, les experts observent que la situation contemporaine se rapproche de plus en plus des situations qui ont conduit aux guerres civiles dans la sous-région. Dans le même temps, la fenêtre semble se refermer sur l'opportunité d'arrêter cette dynamique négative et de construire la société que les citoyens veulent et méritent.

La Banque africaine de développement a noté dans ses publications que tandis que les crises les plus sérieuses du 20^e siècle reflétaient des oppositions géopolitiques, les crises contemporaines sont principalement d'origine socio-politique, y compris l'exclusion politique et sociale, et la mauvaise gouvernance. Elles ne peuvent être résolues sans prendre ss'attaquer à la racine de ces phénomènes.

— RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE ET CAPABLE

En outre, et comme démontré plus en détail dans la Partie I du Rapport la fragilité persiste dans la sous-région de l'UFM non pas en raison de facteurs extrinsèques, mais en fonction de choix politiques nationaux dans lesquels les partenaires internationaux sont

souvent impliqués. Les politiques et les pratiques d'acteurs politiques et économiques puissants continuent d'alimenter la dynamique de la fragilité – en sapant la cohésion sociale, la cohérence des efforts et les possibilités d'une institutionnalisation solide – tout en minant la résilience et la cohésion sociale. Comme dans les périodes d'avant-guerre des pays de l'UFM, les analyses indiquent que cette situation est principalement due à des considérations d'économie politique.

Pour diverses raisons, les acteurs de divers secteurs, certaines composantes des gouvernements nationaux et de la communauté internationale ne prennent pas de mesures suffisamment fortes pour contrer ces dynamiques négatives. Pourtant, en l'absence de correction substantielle de cette trajectoire, les experts concluent qu'il faut s'attendre à ce que la fragilité se détériore de plus en plus dans les États de l'UFM à moyen terme.

Il s'agit donc d'élaborer de nouvelles trajectoires qui affaiblissent les dynamiques de fragilité et renforcent celles de résilience et de cohésion sociale sur une grande échelle. La Partie II du Rapport explore ces possibilités, constatant qu'elles requièrent des changements dans les relations de pouvoir et les arrangements institutionnels afin de créer un système d'influence politique plus équilibré – en matière d'économie politique ainsi que de gouvernance locale, nationale et sous régionale – entre les parties prenantes en faveur d'un changement sociétal positif. Ce n'est qu'une fois que ces objectifs seront atteints que, selon les experts, des politiques et pratiques favorables au renforcement de l'État ainsi qu'au développement pourront être mises en œuvre par des acteurs politiques et économiques, nationaux et internationaux puissants.

La Partie III du Rapport applique les idées ressortant des Parties I et II afin d'élaborer des recommandations spécifiques à l'intention des partenaires de développement, des gouvernements nationaux et d'autres acteurs. Elle conclut que si de telles actions ne sont pas prises, il est peu probable que la sous-région sorte de la fragilité. Cependant, une action disciplinée et coordonnée peut produire des progrès substantiels et continus en termes de renforcement de la cohésion sociale, d'institutionnalisation et de plus grande cohérence des efforts, et ainsi générer un développement plus inclusif et pacifique.

Partie I : Diagnostiquer la persistance de la fragilité dans la sous-région de l'UFM

Sortir de la fragilité requiert d'alimenter les dynamiques positives de promotion de la cohésion sociale, d'institutionnalisation et de renforcement de la cohérence des efforts, ainsi que de contrer les dynamiques négatives nourrissant la fragilité. Pourtant, comme démontré ci-dessous, le contraire se produit dans la sous-région de l'UFM.

La recherche et l'avis d'experts soulignent que la dynamique de la fragilité continue d'être alimentée par les politiques et pratiques des gouvernements, des institutions internationales et des partenaires au développement. Les actions délibérées (ainsi que les décisions de ne pas agir) entraînent une corruption effrénée, la poursuite d'intérêts économiques et politiques internationaux et nationaux en dépit de leurs effets négatifs évidents sur la fragilité, et l'érosion des sources traditionnelles de résilience et de cohésion sociale.

De plus, les données montrent comment les dynamiques de cohésion sociale et de résilience sont minées. Cette situation est le résultat d'une mise en œuvre insuffisante des cadres et processus « post-conflit », de l'absence d'investissements dans une institutionnalisation efficace, et d'un manque de cohérence des politiques et des programmes.

Ensemble et en sus des dynamiques transfrontalières, ces facteurs produisent un cycle de pauvreté et de contestation politique destructrice qui tend à nourrir d'autant plus les dynamiques de fragilité et minent la cohésion sociale la résilience.

Il ne serait pas possible de présenter au sein de ce Rapport l'ensemble des données qui ont émergé de la recherche et des consultations. Par conséquent, la partie analytique qui suit fournira un résumé des facteurs principaux expliquant la persistance de la fragilité. Elle donnera des exemples de ces facteurs, confirmés par les consultations avec les experts ainsi que par le travail de recherche. Les quatre rapports de séminaires ainsi que les sources secondaires sur lesquelles ils s'appuient fourniront une image plus complète.

A. Entretenir les dynamiques de la fragilité : une corruption effrénée

Les consultations menées dans le cadre de ce Rapport identifient la corruption comme la dynamique la plus commune de la sous-région. Ce constat est corroboré par les recherches accompagnant ce Rapport : les scandales de corruption sont réguliers dans la sous-région et les pays membres sont très mal classés sur l'Indice de perception de la corruption de Transparency International. La corruption est omniprésente à tous les niveaux, des agents occupant de petits postes aux frontières au plus haut niveau du gouvernement dans les capitales. La sous-région se caractérise en effet par une très forte corruption des institutions gouvernementales. Les données collectées indiquent que l'élite détourne des fonds et des

Les experts soulignent que l'ampleur de la corruption dans la bureaucratie empêche les citoyens d'accéder aux services dont ils ont besoin, et même d'accéder à la justice. Les processus électoraux sont devenus très fortement contestés et difficiles à organiser du fait d'un manque de confiance à l'égard des personnalités politiques et des organes de gestion électorale qui favorisent souvent les candidats sortants. Des préoccupations au regard de l'omniprésence de la corruption dans la région ont également été soulignées par plusieurs indices de développement.

—RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA POLITIQUE INCLUSIVE ET CAPABLE

opportunités pour son bénéfice personnel ainsi que pour maintenir le contrôle sur les décisions du gouvernement en pratiquant le favoritisme. Les analystes notent que, comme au cours des périodes d'avant-guerre dans la sous-région, ces élites le font en toute impunité.

Il est souligné que la corruption est également un phénomène du secteur privé. La corruption est utilisée pour

sécuriser l'accès aux ressources naturelles et aux contrats gouvernementaux. Des partenariats fondés sur la corruption entre les responsables gouvernementaux et les chefs d'entreprise permettent à ces derniers d'éviter de payer des impôts. L'institut Brookings estime que les flux financiers illicites, représentent 54 % de la valeur des échanges en Sierra Leone, et 18 % en Guinée. Ces mêmes partenariats fondés sur la corruption conduisent à un mépris généralisé des normes environnementales et sociales. L'exploitation artisanale et à grande échelle illégale et non réglementée est courante dans la sous-région. Les forêts protégées sont fortement dégradées. Les niveaux de déforestation atteignent 75 % ou plus. La déforestation est provoquée par le développement forestier et agricole. Les droits des communautés sont généralement ignorés dans le développement minier et des infrastructures. On observe de nombreux cas de violence de la part des forces de sécurité de l'État déployées dans le but de protéger des intérêts privés étroits.

Il est peu probable que ces dynamiques, et même les organisations et individus spécifiques qui les produisent, ne soient pas connus par les hauts dirigeants des institutions nationales et des partenaires internationaux. L'ONU, la BAD, les donateurs bilatéraux et d'autres acteurs sont engagés depuis longtemps dans la sous-région, ont une présence importante sur le terrain, accès à de nombreux rapports étayés d'institutions nationales et d'acteurs de la société

Une tendance inquiétante est la politisation du secteur privé. Au regard du niveau de développement dans la plupart des États membres de l'UFM, le gouvernement demeure un consommateur majeur des services fournis par le secteur privé et la plus grande source de contrats lucratifs. Un constat confirmé lors des consultations est que chaque fois qu'il y a un changement d'administration, un nouveau groupe d'opérateurs du secteur privé émerge, avec peu ou pas d'expérience, mais gagnant pourtant des marchés publics grâce à ses connexions. Cette pratique étouffe la croissance, empêche le bon développement des entreprises, génère des coûts élevés et une production inefficace, ce qui nourrit la persistance de la fragilité et de l'instabilité et mine la dynamique de résilience.

—RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR L'ÉCONOMIE INCLUSIVE ET CAPABLE

civile ainsi qu'à un vaste réseau d'informateurs clés. De nombreux experts concluent que de nombreux partenaires internationaux ont délibérément choisi de ne pas voir ce qui se trouvait devant eux et de ne pas agir en fonction, une position qui les rendrait complices d'actes répréhensibles commis par des responsables gouvernementaux ainsi que par des acteurs du secteur privé. Toute attitude d'acceptation d'une corruption endémique contribue à alimenter la dynamique de la fragilité. Elle mine directement et indirectement la cohésion sociale, rend les efforts des différentes parties prenantes incohérents et déstabilise des institutions déjà fragiles.

B. Entretenir les dynamiques de la fragilité : des objectifs politiques contradictoires

Les experts notent que la sous-région se caractérise par des objectifs politiques ouvertement contradictoires et conflictuels, minant les efforts de lutte contre la fragilité. Par exemple, il est largement reconnu qu'une sortie de la fragilité nécessite une économie inclusive. Cela requiert de consolider l'économie sous-régionale en termes de création et de captation de valeur locale au bénéfice des personnes historiquement appauvries et marginalisées à grande échelle, ainsi qu'en termes de réseaux sous-régionaux (y compris des chaînes de valeur). Pourtant, le FMI impose des réformes structurelles qui minent la prestation de services de base et alimentent les griefs qui sous-tendent la fragilité. Les réformes de l'environnement des affaires se concentrent sur la subvention et la protection des capitaux internationaux, sans qu'une commune protection ni soutien ne soient apportés aux acteurs locaux affectés par ces opérations. De même, le rapporteur spécial du Haut-Commissariat aux droits humains des Nations Unies sur le droit à l'alimentation a constaté que « la politique commerciale s'est principalement concentrée sur les cadres économiques et a ignoré ou marginalisé les préoccupations des individus en matière de droits humains ». Le financement des pays de l'hémisphère nord, principalement afin de produire des produits primaires ensuite exportés

Les stratégies fiscales semblent se concentrer largement sur l'augmentation de la génération de revenus plutôt que sur le soutien d'un programme de développement équilibré. Un cas particulier est celui de la Sierra Leone où la loi de finances 2022 a réduit le seuil de la taxe sur les biens et services (TPS) de 350 millions de leones à 100 millions de leones. Cela a entraîné une augmentation de la charge fiscale pour les petites et moyennes entreprises, avec pour effet potentiel de restreindre l'expansion des petites entreprises, principale source d'expansion du secteur privé.
—RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR L'ÉCONOMIE INCLUSIVE ET CAPABLE

vers les pays du nord, entraîne des flux commerciaux et d'investissement qui reproduisent les schémas coloniaux, tout en augmentant le risque de chocs externes. Le commerce sous régional, quant à lui, est principalement informel, vulnérable à l'exploitation et réalisé à petite échelle, représentant moins de 10 % du commerce extérieur.

Ces objectifs mais également la manière dont ils sont poursuivis alimentent la fragilité. Par exemple, des initiatives internationales phares dans le secteur agricole ayant des empreintes dans la sous-région, telles que l'Alliance pour une révolution verte en Afrique et la nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique sont largement décriées, accusées de miner les voix et l'inclusion locales. Les petits exploitants sont marginalisés au regard de questions aussi diverses que la sécurité alimentaire et la nutrition, les systèmes de semence, le marché des droits fonciers, la réglementation de l'agriculture contractuelle et les droits des femmes. Au niveau national, les politiques élaborées afin de parvenir à un large consensus local, telles que le plan de relance post-Ebola en Sierra Leone, ainsi qu'entre la Sierra Leone, la Guinée et le Libéria, sont décrites comme ayant été ignorées par les partenaires au développement qui utilisent leur financement pour orienter les gouvernements vers leurs solutions politiques et programmatiques

Contrairement à l'Afrique orientale et australe, une approche régionale du développement des chaînes de valeur agricoles est inexistante dans les pays de l'UFM. La sous-région ne capitalise pas sur son potentiel agricole et ne voit pas les avantages mutuels en termes de création d'emplois, de développement de marchés et de sécurité alimentaire, bien que ceux-ci soient présentés comme essentiels dans les évaluations des besoins et les plans de développement. Au lieu de cela, les partenaires de développement et les gouvernements nationaux accordent la priorité aux exportations de produits de base qui imitent les modèles de commerce colonial.

—RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA RÉGION INCLUSIVE ET CAPABLE

préférées. Ces dynamiques sont particulièrement aiguës dans la périphérie. On observe également des échecs notables à aller au-delà de partenariats exclusifs avec les gouvernements nationaux et à engager et autonomiser les sources locales et décentralisées d'autorité et de légitimité.

Les données montrent que des individus engagés dans la sphère nationale et internationale sont ouvertement engagés autour des questions de fragilité et tentent de développer des politiques et des initiatives pour y remédier. Cependant, dans l'ensemble, l'objectif de s'attaquer aux causes de la fragilité est subsidiaire. Il disparaît des débats politiques et des décisions de programmation face à des intérêts de court terme et plus étroits, qu'il s'agisse d'une institution internationale privilégiant des programmes lui permettant d'atteindre ses objectifs internes, des donateurs bilatéraux façonnant les politiques d'aide et de commerce afin de servir leur électorat national, ou des acteurs nationaux orientant les ressources pour punir leurs opposants et récompenser leurs partisans. Les objectifs politiques des acteurs nationaux et internationaux entrent donc souvent en conflit avec la construction d'économies et de sociétés résilientes, et alimentent ainsi davantage la dynamique de la fragilité.

C. Entretenir les dynamiques de la fragilité : l'érosion des sources traditionnelles de résilience et de cohésion sociale

Historiquement, la capacité des communautés de la sous-région à survivre face à la guerre, aux chocs économiques et aux épidémies est due à leur relative autonomie locale et à leur autosuffisance économique. L'échec de l'État formel à intégrer la périphérie – depuis la période coloniale jusqu'à nos jours – est ainsi particulièrement problématique et constitue une source de fragilité. Cependant, des liens économiques et sociaux qui sont des sources vitales de résilience persistent.

Le manque de confiance dans le processus politique a créé une crise de légitimité pour les gouvernements sortants, et par extension pour l'autorité de l'état dans certains territoires ainsi que dans la plupart des zones rurales, dans lesquelles l'état a une faible présence et légitimité. Le manque de confiance croissant à l'égard de l'état du fait de son incapacité à fournir des services a mené à des protestations civiles au cours des deux dernières années au Libéria, comme l'a démontré la manifestation de masse en août 2021 contre l'augmentation des viols. Dans le pire des cas, le manque de confiance à l'égard du gouvernement a mené à sa destitution par des moyens inconstitutionnels, comme l'ont fait les militaires en Guinée en septembre 2021. Selon les experts, certains craignent les mêmes changements inconstitutionnels en Côte d'Ivoire.

—RAPPORT DE SEMINAIRE SUR LA POLITIQUE INCLUSIVE ET CAPABLE

Cette problématique est souvent mal gérée. Les politiques et programmes des gouvernements – supportés par les partenaires internationaux – minent les actifs locaux beaucoup plus rapidement qu'ils ne sont construits à travers les initiatives et cadres nationaux.

Ces dynamiques sont visibles dans la politique économique. Les experts soulignent qu'une importance particulière est accordée à la formalisation de l'économie, qui ignore une grande variété d'acteurs dans le secteur informel, ainsi que les nombreuses manières par lesquelles ils pourraient être soutenus plus directement. Les experts constatent une priorité accordée aux investissements qui font passer les fermiers travaillant dans de petites exploitations à l'emploi dans des plantations, ignorant l'impact que cela peut avoir sur la sécurité alimentaire et sur la nutrition, tout en augmentant la vulnérabilité aux chocs de matières premières. On observe également une rétractation du commerce sous-régional, ce qui mine les chaînes de

En Sierra Leone, les terres dans les provinces/régions (dans lesquelles la plupart des exploitations minières et agricoles à grande échelles sont entreprises) appartiennent aux autorités traditionnelles et à des familles. Dans la plupart des cas, quand la terre est acquise en vue d'un développement commercial, les propriétaires ne sont pas compensés de manière juste. Bien que les autorités traditionnelles doivent protéger les intérêts des communautés locales, elles entretiennent souvent des liens de connivence avec les officiers au sein des gouvernements centraux et négocient des prix et compensations largement inférieurs aux prix du marché. Cela a généré plusieurs manifestations dans les communautés rurales et d'exploitation minière, ainsi qu'une augmentation des tensions, destructions de propriétés, et dans certains cas, perte de vies.

—RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR L'ÉCONOMIE INCLUSIVE ET CAPABLE

valeur traditionnelles. La périphérie se voit déniée les bases traditionnelles sur lesquelles elle repose sans que des ressources alternatives suffisantes ne lui soient fournies.

Les structures sociales et politiques qui historiquement étaient des sources d'élaboration de consensus, de résolution de conflit et de gestion de crise sont sapées, parfois intentionnellement. Les politiques de décentralisation sont mises en œuvre à travers le déploiement des autorités du centre vers la périphérie, ce qui crée des tensions avec les

gouvernements locaux et les autorités traditionnelles. Dans le même temps, les chefs traditionnels sont cooptés dans la politique de partis traditionnelle, créant des ruptures sociales au niveau local. L'affiliation politique est intrinsèquement liée à l'identité ethnique et religieuse, ce qui mène certains politiques à mettre en avant ou à instrumentaliser les tensions ethniques. Cela crée de nouvelles formes de compétition et d'hostilité entre les groupes, qui, selon les experts, n'existaient pas historiquement, et nourrissent la fragilité.

Dire que les acteurs ou institutions sont des sources de résilience et de cohésion sociale revient à reconnaître qu'ils ont les capacités et la légitimité pour atteindre des résultats positifs malgré les nombreuses dynamiques négatives qui les entourent. Ils sont la lueur d'espoir au milieu d'un paysage politique souvent assez sombre. Cependant, ces acteurs et institutions ne sont pas reconnus par les acteurs nationaux et internationaux comme des éléments pertinents sur lesquels s'appuyer afin de construire et consolider la nation. Les opportunités de construire une économie résiliente pour tous et toutes sont ignorées ou même minées dans la poursuite d'accords entre les élites. Les sources de résilience sociales et politiques qui ont assuré un équilibre durant les périodes de crise sont cooptées ou déstabilisées par ceux qui les considèrent comme de possibles sources d'opposition. Ces actions, qui rendent plus compliqué l'ancrage et la soutenabilité d'efforts plus positifs, nourrissent davantage les dynamiques de la fragilité.

Les efforts de consolidation de la paix et de renforcement de la cohésion sociale n'ont pas conduit à des changements structurels en raison de l'ampleur des besoins à satisfaire et de la faible volonté politique de certains dirigeants.

—RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE ET CAPABLE

D. Miner les dynamiques de résilience et de cohésion sociale : une mise en œuvre insuffisante des structures « post-conflit »

Un des messages les plus forts qui ressort des analyses post-conflit à travers la sous-région est le besoin critique de réformes économiques, et en particulier la mise à mal de l'État prédateur, la fin d'une production extractive, la fin des schémas de commerce coloniaux et la fin d'un entrepreneuriat fragile dans lequel le modèle de commerce se fonde sur la corruption

et sur une application laxiste de la régulation. L'ensemble de ces facteurs représente des formes de violence structurelle et sont des moteurs importants de la violation des droits humains. Comme souligné dans le rapport du Secrétaire général de 2004 sur l'état de droit et la justice transitionnelle dans les sociétés en situation de conflit ou de post-conflit, la justice et la réconciliation requièrent des mécanismes de reddition de compte qui mettent un terme et remédient aux violations des droits humains commises à grande échelle. Dans la même mesure, la politique de justice transitionnelle de l'Union Africaine fait une priorité de la lutte contre l'impunité, de la nécessité de mettre un terme à toute violence et d'éliminer toute menace de nouvelles violences affectant les populations en s'attaquant à l'héritage de la violence passée et à l'oppression, y compris la violence structurelle de l'économie coloniale et post-coloniale.

Depuis la fin de la guerre civile au Libéria, personne n'a encore été tenu responsable devant un tribunal judiciaire. En Côte d'Ivoire, à la suite des violences post-électorales de 2010-2011, ceux à qui on a demandé des comptes sont les responsables qui ont « perdu » la guerre et le pouvoir politique. En raison de cette culture d'impunité enracinée dans la sous-région, la violation des lois, le détournement de ressources publiques et les crimes graves comme le meurtre continuent de prospérer. Les experts soulignent que les dirigeants politiques continuent de bénéficier de telles anomalies du système.

—RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA POLITIQUE INCLUSIVE ET CAPABLE

Pourtant, les experts observent que tout effort de restructuration de l'économie a été rapidement abandonné, seule la rhétorique du relèvement post-conflit et de la consolidation restant en place. L'exploitation minière est devenue « l'exploitation minière pour la paix », tandis que les possibilités d'utiliser l'exploitation minière afin de promouvoir l'enrichissement local et

d'atteindre l'autonomie économique ont été largement ignorées. Le commerce est devenu « le commerce pour la paix », alors que peu d'efforts ont été déployés afin d'atteindre la prospérité à travers un développement, une planification et une mise en œuvre réalisés au niveau sous-régional. Les subventions de capitaux étrangers ont été présentées comme la « finance pour la paix », sans protection suffisante pour les droits humains, l'environnement ou une attention suffisante accordée aux préoccupations des communautés. De manière générale, le développement, les politiques de croissance ainsi que les programmes à travers la sous-région n'ont pas été favorables aux plus pauvres et n'ont pas représenté une rupture significative avec les formes de production et de distribution antérieures au conflit.

Un autre message essentiel des analyses post-conflit était de prendre au sérieux la nécessité de s'attaquer aux clivages historiques de conflit et de mettre en œuvre des mécanismes qui puissent identifier et traiter les tensions dans la société avant qu'elles ne dégénèrent en conflit ingérable. Dans la sphère publique, des architectures ont émergées afin de rassembler les acteurs étatiques de la sécurité et les responsables locaux afin de discuter et de répondre aux problèmes identifiés. Au sein de la société civile, les organisations ont profité de la crédibilité qu'elles avaient gagnée en temps de guerre pour construire des capacités locales de résolution de conflit au sein de réseaux de soutien sophistiqués. Ces efforts ont permis de rétablir des équilibres importants dans un système caractérisé par une concentration du pouvoir et des relations tendues entre le centre et la périphérie, entre les autorités formelles et traditionnelles et entre les différents groupes politiques identitaires.

Certaines de ces initiatives perdurent et démontrent toujours leur valeur. Cependant, ces structures de consolidation de la paix et ces organisations ont été largement définancées par les partenaires internationaux. En général, il y a un manque de financement ou un financement inadéquat des efforts de renforcement de la cohésion sociale au sein des pays et dans la sous-région. Les experts observent l'absence d'importants acteurs sociaux (tels que les acteurs religieux) des efforts actuels de consolidation de la paix et de renforcement de la cohésion sociale.

Au Libéria et en Sierra Leone, des groupes tels que le Réseau des femmes du fleuve Mano pour la paix et WIPNET, le Réseau des femmes pour la consolidation de la paix, ont joué un rôle vital à des moments où la violence flambait. Elles ont permis que les factions en conflit se rassemblent autour des tables de négociation et que les accords atteints reflètent les besoins des populations. Malgré cela, et malgré la résolution 1325 du Conseil de Sécurité datant de 2000 et reconnaissant le rôle actif des femmes dans la résolution des conflits, le rôle des femmes en tant qu'actrices essentielles et agentes de paix n'a pas souvent été reconnu.

— RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE ET CAPABLE

Les experts concluent que ces dynamiques révèlent un dangereux échec à tirer les leçons du passé. Les racines du conflit et les conséquences graves d'un échec à y répondre ont été documentées à travers l'ensemble de la sous-région. Les mesures requises afin de sortir d'un passé difficile ont été énoncées dans de nombreux documents tels que les rapports des commissions de vérité et de réconciliation. Pendant un

moment, il est apparu que des réformes économiques et des mesures de justice transitionnelles étaient prises et soutenues de manière significative par les acteurs nationaux et internationaux.

Cependant, l'intérêt et le financement en faveur de ces initiatives importantes ont été abandonnés bien avant qu'aucun résultat économique, social ou politique significatif ne soit atteint. Le résultat d'un retour prématuré à mener ses « affaires comme d'habitude » est que de nombreux efforts en faveur d'un changement positif se sont flétris avant même d'avoir pu prendre racine. Le Rapport constate que ce manque de suivi des réformes économiques et sociales mine les dynamiques de la résilience et de la cohésion sociale dans la sous-région.

E. Miner les dynamiques de la résilience et de la cohésion sociale : l'échec de l'investissement dans une institutionnalisation efficace

Les institutions politiques ne sont pas capables de gérer efficacement les conflits qui émergent entre les individus de différents groupes culturels et ethniques. La cohésion sociale et la stabilité politique est donc limitée au sein des différentes populations.

— RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA POLITIQUE INCLUSIVE ET CAPABLE

Les agences et les départements des gouvernements de la sous-région ont reçu de très importants soutiens techniques et financiers au cours des dernières décennies, par exemple, pour rédiger des lois, rénover des

bâtiments et financer du personnel et des programmes. Cependant, les experts remarquent que peu d'attention a été accordée à la façon dont ces agences et départements devraient fonctionner dans des sociétés souvent caractérisées par des divisions sociales et politiques profondes. Ils notent que les structures et processus sont imposés d'en haut, plutôt que d'être fondés sur une approche tenant compte des enjeux considérés importants par la société et

promouvant une responsabilité mutuelle entre les différentes parties prenantes. Il y a peu de reconnaissance et de tentatives d'intégrer les modèles autochtones et les initiatives locales à ces processus. Il n'y a pas non plus d'investissements dans les instruments et structures

Dans toute la sous-région, le relèvement post-conflit et le renforcement de l'État ont été abordés en grande partie comme des processus bureaucratique et techniques axés sur la provision de ressources humaines et matérielles « adéquates » pour améliorer l'efficacité des institutions de l'État. Cependant, ces processus ont largement ignoré les aspects de la constitution d'une nation qui impliquent le développement d'un sentiment d'identité et de destin partagé. L'absence d'un processus efficace de renforcement de l'Etat dans la région du fleuve Mano est démontrée par les conflits communautaires sporadiques qui éclatent au Libéria et en Côte d'Ivoire autour de la propriété foncière ainsi que par la division ethno-régionale visible qui marque l'affiliation politique en Sierra Leone.

—RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA POLITIQUE INCLUSIVE ET CAPABLE

permettant une participation publique efficace. On observe également un sous-investissement dans les capacités de la société civile, des syndicats et des autorités traditionnelles afin de leur permettre de s'engager de manière constructive dans l'élaboration de politiques, dans la planification ou dans les mécanismes de reddition de compte. Les valeurs positives telles que la responsabilité sociale ne sont pas promues.

Ainsi, les pays de l'UFM disposent d'institutions gouvernementales qui présentent les signes extérieurs d'un appareil d'État moderne et fonctionnel, mais qui ne sont pas ancrés socialement ou politiquement de manière à les rendre efficaces. Il existe des cas où les fonctionnaires reçoivent une formation, mais ne sont pas incités à changer leur façon de travailler. Des budgets sont prévus pour divers bureaux, mais il n'existe pas de mécanismes de suivi ou de gouvernance efficaces. Des objectifs publics sont déclarés, mais il y a peu d'engagement constructif avec le public ou ses représentants dans le monde du travail, la société civile et les structures traditionnelles, de manière à établir des partenariats efficaces. De plus, des valeurs négatives, telles que l'inclination à prendre des mesures illégales si elles sont fondées sur des « ordres venus d'en haut », ne sont pas abordées. Ainsi, les institutions gouvernementales restent sujettes à la capture et à l'abus par ceux qui sont au pouvoir. De façon perverse, les investissements dans ces institutions renforcent plutôt qu'ils n'améliorent les déséquilibres de pouvoir dans la société, faisant des institutions des sources de conflits et de griefs plutôt que des modérateurs de leur résolution.

La personnalisation du pouvoir et le règne de l'homme fort ont de graves implications pour l'ordre et la stabilité constitutionnels. La suspension indéfinie du vénéré vérificateur général de la Sierra Leone par le président en novembre 2021 et le rôle présumé du parti au pouvoir au Libéria dans la destitution d'un juge de la Cour suprême en 2019 qu'est une décision largement critiquée comme inconstitutionnelle, sont considérés comme des manifestations du règne de l'homme puissant dans le pays. Comme l'observent les experts, il est évident que « les institutions de l'État dans la région ont été personnalisées et, par conséquent, les systèmes ne sont pas dirigés par eux-mêmes, mais sont dirigés par des élites ».

—RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA POLITIQUE INCLUSIVE ET CAPABLE

Cette analyse suggère l'inefficacité fondamentale des stratégies des gouvernements nationaux et des partenaires au développement pour construire des institutions dans la sous-région sans investissements proportionnels dans leur « institutionnalisation » (« le processus par lequel les organisations et les procédures acquièrent de la valeur et de la stabilité », Huntington, 1968:12). Les acteurs nationaux et internationaux ont investi dans la partie

Le Secrétariat de l'UFM a créé les Unités conjointes de renforcement de la confiance dans la paix et la sécurité aux frontières pour jouer le rôle de coordination et de mise en œuvre des politiques. Les unités frontalières conjointes devaient permettre de créer un espace pour s'attaquer directement aux problèmes d'instabilité et d'insécurité. Elles sont censées concentrer leurs activités respectives dans les mêmes zones géographiques. Cependant, la plupart de ces unités sont désormais inefficaces en raison d'un manque de ressources et de soutien.

— RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA RÉGION INCLUSIVE ET CAPABLE

visible du gouvernement. Cependant, les experts observent qu'ils ont largement sous-investi dans les règlements politiques au-delà des clivages portant sur les objectifs et les fonctions des institutions, dans l'établissement d'un consensus social suffisamment large, sur les mécanismes de responsabilité mutuelle dans leurs opérations, ou

dans le renforcement des capacités pour une participation publique efficace qui contribue à équilibrer le pouvoir et l'influence politiques dans le système (la partie qui institutionnalise des façons nouvelles et plus positives de penser et d'agir). Ainsi, la sous-région n'a pas atteint l'institutionnalisation des fonctions gouvernementales vis-à-vis du bien-être de la population ou de la nation telle que mesurée par « l'adaptabilité, la complexité, l'autonomie et la cohérence » institutionnelles (Ibid.). Cette vision centrée sur le gouvernement et ce soutien déséquilibré aux institutions ont pour effet d'entraver les dynamiques de résilience et de cohésion sociale dans la sous-région.

F. Miner les dynamiques de résilience et de cohésion sociale : l'incohérence des politiques et des programmes

Les consultations et les recherches ont fait apparaître de nombreux exemples de politiques et d'initiatives susceptibles d'avoir un impact positif sur la fragilité, mais qui languissent ou semblent oubliées. Par exemple, au niveau sous-régional, le précédent plan stratégique du S-UFM prévoyait

La société civile peine à devenir suffisamment forte pour exercer une pression substantielle sur les choix politiques. Par conséquent, les aspirations des populations ne sont pas suffisamment prises en compte et leurs pouvoirs de contrôle sur les institutions politiques sont réduits. Ces dynamiques sont encore exacerbées par les efforts du gouvernement pour réprimer les protestations.

— RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE ET CAPABLE

la création de triangles de croissance. Pourtant, les experts ne voient aucune tentative apparente d'intégration de ces triangles dans les plans nationaux des États membres. La zone de libre-échange continentale africaine est déjà en vigueur, mais les tentatives de révision des stratégies de financement, de commerce et d'investissement dans les États membres pour tirer parti des nouvelles opportunités ont été globalement minimales. De même, l'harmonisation des politiques minières, préalable nécessaire à l'exploitation conjointe ou collaborative des minéraux, n'a pas été réalisée. Des échecs analogues en matière de suivi des politiques ont également été constatés au niveau national. Par exemple, les lois sur le transport maritime de la Sierra Leone exigent que 40 % de toutes les exportations passent par les compagnies maritimes nationales. Pourtant, aucun plan n'est prévu pour développer l'industrie maritime autochtone nécessaire. Aucun résultat positif ne peut être enregistré à partir de politiques aussi incomplètes.

De plus, de nombreux programmes et politiques sont poursuivis dans la sous-région avec une vision étroite limitant leur efficacité. Des investissements massifs sont promus dans la production primaire de minerais et l'agriculture, mais ils sont poursuivis comme des îlots

Un rapport du MRU de 2016 met en évidence “les dangers du chômage élevé des jeunes” en ce qui concerne la pauvreté et la violence, et le reconnaît comme un obstacle à “la paix, la sécurité et le développement véritables”. Malgré une analyse substantielle, des réunions multi-pays et nationales ainsi que les plans stratégiques qui en ont émergé, aucune initiative n'a jamais pris forme.

d'investissement qui, selon les experts, ignorent les opportunités sectorielles et sous-régionales plus larges, qu'il s'agisse de la promotion de l'industrialisation ou de l'exploitation des infrastructures pour d'autres entreprises. La réforme de l'environnement des affaires est

souvent associée à des efforts de formalisation qui se concentrent sur les obligations des petits opérateurs. Les experts observent peu d'efforts proportionnels pour apporter les améliorations nécessaires aux écosystèmes de l'économie informelle, dans laquelle la grande majorité de la population de la sous-région vit. Ces approches étroites de l'élaboration des politiques et de la mise en œuvre des programmes privent les États membres et leurs citoyens d'un effet de levier plus grand et de gains plus optimaux des investissements. De plus, ces investissements ont tendance à accroître les inégalités et les déséquilibres de pouvoir. Ils deviennent ainsi des sources supplémentaires de discordance dans la société, en particulier vis-à-vis des groupes historiquement marginalisés et des acteurs de l'économie informelle.

L'informalité dans les États membres de l'UFM est prédominante dans les secteurs productifs (agriculture, pêche, commerce, mines et services) de l'économie et emploie plus de 60 % de la population active. Cependant, très peu d'efforts sont déployés pour dynamiser ce secteur, capter son potentiel ou l'intégrer au reste de l'économie. Là où des tentatives sont déployées afin d'encourager la formalisation, par exemple, dans le secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle, l'objectif principal semble se concentrer sur l'augmentation de la collecte des revenus du secteur. Les analystes voient peu ou pas de considération des liens potentiels vers une croissance et un développement durables et inclusifs.

— RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR L'ÉCONOMIE INCLUSIVE ET CAPABLE

Il est démontré que, dans les environnements fragiles et touchés par les conflits, un changement positif est plus difficile que dans des environnements traditionnels. Cela rend la coordination et la cohérence des efforts d'autant plus importantes. Ces principes ont été largement reconnus par les partenaires internationaux, par exemple, dans le cadre du comité d'assistance au développement de l'OCDE pour l'efficacité de la consolidation de la paix. Les acteurs nationaux se sont également engagés à mener une action cohérente et coordonnée dans des cadres nationaux et sous-régionaux. Pourtant, les experts trouvent que les analyses, les processus et la gouvernance nécessaires afin d'aligner les efforts sont presque inexistantes. Même les politiques et les programmes solides en termes d'impact potentiellement positif sur la fragilité sont rendus inefficaces. Ils manquent d'un environnement propice à leur succès, ne sont pas conduits à une échelle suffisante ou sont minés par d'autres politiques et

Comme le soulignent des études internationales telle que celle de l'OCDE « L'engagement international dans les États fragiles : Peut-on mieux faire ? », les partenaires au développement ont fait des efforts limités pour s'entendre sur des mécanismes de coordination de leurs actions.

— RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA RÉGION INCLUSIVE ET CAPABLE

programmes qui fonctionnent à contre-courant. Le Rapport constate que ces échecs affaiblissent les dynamiques de résilience et de cohésion sociale dans la sous-région.

G. Conclusion : les effets cumulés d'un cycle de pauvreté et d'exclusion

Cette analyse démontre que la fragilité n'est pas un phénomène facile à compartimenter. Au contraire, les données issues de cette recherche et des consultations d'experts indiquent que la fragilité émerge et est entretenue par une multitude de décisions politiques prises dans tous les secteurs et par des acteurs aux niveaux national et international qui, intentionnellement ou non, alimentent la dynamique de la fragilité et minent les dynamiques de résilience et de cohésion sociale. De plus, ces décisions politiques et leurs résultats se renforcent, créant ainsi un cercle vicieux.

Les cycles négatifs de l'engagement entre les citoyens et les gouvernements en sont une manifestation. L'action et l'inaction politiques contribuent également à l'insécurité alimentaire et à entretenir des niveaux élevés et persistants de pauvreté multidimensionnelle dans la sous-région. Le ressenti de la plupart des citoyens est que leurs préoccupations sur ces questions sont ignorées. Des protestations éclatent et se heurtent à la violence de l'État et à d'autres formes d'oppression. Ces événements deviennent à leur tour des motifs supplémentaires de griefs, de méfiance et d'appels à l'escalade des conflits, que ce soit sous la forme de violence ou de transitions politiques non démocratiques. La sous-région est familière avec ces dynamiques.

Cependant, même si l'exclusion économique et politique accroît les tensions et rendent les mesures pour y faire face encore plus importantes, il est difficile pour des personnes en situation de stress de s'engager en faveur d'efforts positifs pour sortir de la fragilité. L'impératif de survie entrave l'engagement civique. Cela est d'autant plus vrai que les individus dépendent fortement des ressources dirigées politiquement et que la politique des partis imprègne de plus en plus toutes les dimensions de la prise de décision gouvernementale et de la vie civique. Il y a des implications évidentes pour la transparence, la responsabilité et les résultats de développement.

Ces dynamiques imbriquées d'escalade des conflits et d'incapacité à former des coalitions positives pour le changement alimentent un cercle vicieux qui, pour de nombreux observateurs, semble se consolider. Cela alimente à son tour un désespoir grandissant. Un signe de ce phénomène est l'augmentation de la toxicomanie, impliquant des drogues de plus en plus fortes. Des rapports font également état d'une ouverture croissante à l'extrémisme violent dans la sous-région, soulignant que même les dimensions internationales de la fragilité ont de profondes racines nationales.

Un participant a fait valoir que "la fragilité se produit dans un cercle vicieux. Ses conséquences, comme la corruption, la faiblesse des institutions et le manque de services, en sont également les causes profondes". En effet, les moteurs et les résultats de la fragilité sont généralement interconnectés et se renforcent mutuellement, s'exprimant à travers des chaînes d'événements s'étalant à travers le temps. Les époques d'avant et d'après-guerre de la sous-région du fleuve Mano montrent comment la chaîne d'événements allant de la conception des différents États (impositions coloniales) aux processus de formation d'État défectueux, aux dictatures militaires et à la domination des élites a conduit à des conflits violents, et comment les inégalités flagrantes, la pauvreté et la faiblesse des institutions de l'après-guerre continuent d'aggraver la fragilité dans les différents pays.

—RAPPORT DU SÉMINAIRE SUR LA POLITIQUE INCLUSIVE ET CAPABLE

La migration des jeunes vers les zones urbaines où ils espèrent accéder à des opportunités à peine existantes entraîne un manque de productivité dans le secteur agricole, qui continue de souffrir de la pénurie de main-d'œuvre induite par la migration des zones rurales vers les zones urbaines. L'une des conséquences de cette tendance est l'augmentation rapide des prix alimentaires et de l'inflation au fil des ans. Avec des taux d'opportunités limités dans les grands centres urbains, des villes comme Abidjan, Conakry, Freetown, et Monrovia ont connu une augmentation des taux de criminalité, et de la violence politique, car les jeunes chômeurs de ces villes sont devenus disponibles pour la violence pendant les périodes électorales. En effet, au cours des dix dernières années, aucune élection n'a eu lieu dans les quatre pays de l'UFM sans incident majeur.

—RAPPORT DU SEMINAIRE SUR LA POLITIQUE INCLUSIVE ET CAPABLE

Les experts soulignent que l'ampleur des facteurs de fragilité ainsi que leur nature interdépendante sont telles que la fragilité ne pourra être traitée par des mesures spécifiques « anti-fragilité » ou « pro-résilience ». Une approche supposant que chaque effort « contribue » d'une manière ou d'une autre à la réduction de la fragilité ignore que des efforts isolés sont facilement minés par des dynamiques systémiques profondément enracinées et par les intérêts opposés qui les animent.

Conformément aux leçons durement acquises de l'efficacité de la consolidation de la paix, les efforts de sortie de la fragilité doivent être suffisamment complets, rapides et orientés vers un changement de système afin d'inverser la tendance de manière significative. La Partie II, ci-dessous, explore les possibilités de réorienter les efforts collectifs dans cette direction.

Partie II : Prescriptions pour une sortie de la fragilité dans la sous-région de l'UFM

L'analyse de la première partie souligne qu'il serait erroné de considérer la fragilité dans la sous-région de l'UFM comme le résultat de l'absence de systèmes et d'institutions. Au contraire, les données montrent l'existence de systèmes et d'institutions enracinés qui ne servent que les priorités et les intérêts d'un nombre limité d'acteurs puissants qui exercent un contrôle total sur eux et les utilisent à leurs propres fins. Cela peut être pour des raisons néfastes telles que la volonté de renverser l'État de droit afin de capter des rentes issues de la corruption. Cela peut aussi être pour des raisons apparemment plus bénignes. Par exemple, les institutions de financement du développement ou les donateurs bilatéraux peuvent véritablement croire que l'avancement de leurs objectifs de programme étroits ou de leurs solutions préférées à travers leurs relations avec une élite sera bénéfique aux pays en question. Cependant, les experts constatent que le résultat est souvent le même : des modes de travail qui nourrissent la dynamique de fragilité, et qui minent la cohésion sociale et la résilience.

Cette analyse est cohérente avec les conclusions générales selon lesquelles parce que les lieux fragiles et touchés par les conflits sont caractérisés par le statu quo des institutions et systèmes qui « fonctionnent pour atteindre un objectif – par exemple protéger le pouvoir et l'autorité d'une élite particulière – ils sont très résistants au changement » (Ganson et Wennmann, 2016 : 192). Par conséquent, des changements profonds dans les relations de pouvoir et les arrangements institutionnels sont nécessaires afin de libérer les forces favorables à un développement pacifique de l'économie politique et de la gouvernance locale, nationale et sous régionale. En outre, la résistance de ceux qui bénéficient des dispositions actuelles doit être anticipée et prise en compte.

S'appuyant sur la recherche et les consultations d'experts, la Partie II conclut que cela nécessitera que les gouvernements et les partenaires de développement entretiennent un système fondamentalement plus équilibré de voix et d'influence entre les nombreuses parties prenantes en faveur d'un changement sociétal positif. Un éventail plus large d'acteurs beaucoup plus autonomes doit être intégré aux systèmes et processus qui analysent le statu quo, évaluent les opportunités, élaborent des politiques, planifient des programmes, surveillent leur mise en œuvre et résolvent les conflits. Cela signifie qu'il est insuffisant et peut-être même inutile de simplement signaler les mauvaises politiques (y compris les exemples de la Partie I, ci-dessus) et de recommander que la voie opposée soit suivie. Au contraire, ce n'est qu'une fois que les objectifs d'inclusion politique et de partage du pouvoir seront avancés à grande échelle qu'il sera raisonnable de supposer que des politiques et des pratiques solides peuvent ou seront mises en œuvre par de puissants acteurs politiques et économiques.

En Sierra Leone, les chiffres provisoires du recensement à mi-parcours de 2021 suscitent des inquiétudes. Les résultats sont devenus très politisés en raison de leur potentiel d'enraciner l'équilibre des pouvoirs du Parlement pour les années à venir. Les experts craignent que ce conflit ait le potentiel de saper la légitimité non seulement de Statistiques-Sierra Leone, mais aussi des décisions du Parlement qui seraient prises dans le cadre de toute nouvelle attribution de sièges. De plus, si les chiffres du recensement sont en fait inexacts, les experts craignent qu'ils ne rendent impossible la planification rationnelle de la prestation de services, et augmentent ainsi la marginalisation, les griefs et la division.

Comme exploré dans l'analyse ci-dessous, ces conclusions ont des implications pour les processus d'élaboration des politiques et des programmes, et pour le suivi et l'évaluation des politiques, en particulier au niveau international. Elles ont également des implications pour l'orientation et la hiérarchisation des efforts programmatiques. Enfin, elles ont des implications pour les réformes institutionnelles qu'il est possible de mettre en œuvre, malgré la fragilité actuelle et son enracinement dans l'économie politique. Ici, le Rapport les explore au niveau des principes ; dans la Partie III, le Rapport fournit des recommandations spécifiques.

A. Nouvelles trajectoires malgré la fragilité : prise de décision plus rigoureuse en matière de politiques, de programmes et de projets pour faire face à la fragilité

L'image qui a émergé du rapport précédent sur l'état de fragilité et de résilience dans la sous-région est celle d'un patient dans un état de fragilité reconnue. Pourtant, comme indiqué dans l'analyse de la Partie I de ce Rapport, certains acteurs nationaux et internationaux continuent de prendre des décisions qui blessent encore ceux qui sont déjà blessés, souvent au nom de l'assistance. Cela aggrave la fragilité et mine les efforts positifs en faveur d'une sortie de la fragilité. Un

Les pays de l'UFM ont une population qui est relativement jeune. En moyenne 70% de la population est en âge de travailler. Cependant, les programmes ne considèrent pas les aspirations des jeunes. Les initiatives sont restées en phase initiales et n'ont pas été élargies afin d'induire un véritablement changement en termes de réduction de la pauvreté, d'accès aux formations, de réduction du chômage et de création d'opportunités pour les jeunes. Par conséquent, les jeunes se tournent vers des activités illégales (vente de drogue, orpaillage clandestin, trafic d'armes, etc.) et tenent à exprimer leur malaise à travers des actes de violence et d'extrémisme (détruire les propriétés publiques). Ils sont l'objet de manipulation de la classe politique et des groupes extrémistes.

— RAPPORT DU SEMINAIRE SUR LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE ET CAPABLE

impératif clair émergeant des consultations et de la recherche est d'inverser ces dynamiques. Pour ce faire, des structures décisionnelles et des processus de gouvernance beaucoup plus robustes sont nécessaires.

Tout d'abord, les analystes soulignent que des lignes rouges plus distinctes doivent être établies pour empêcher l'exacerbation de la fragilité. Le potentiel des politiques et des pratiques à contribuer à la pauvreté multidimensionnelle, d'exclure les personnes déjà vulnérables ou marginalisés, de rendre la vie plus difficile à ceux qui gagnent leur vie dans le secteur informel, ou d'exacerber les lignes de fractures historiques doit être évalué. Si un tel risque existe, ces politiques et programmes doivent être réexaminés et révisés. De même, le potentiel des politiques et pratiques à accroître les inégalités entre les groupes identitaires ou à concentrer davantage le pouvoir et les ressources dans les élites (dynamique reconnue pour augmenter le risque de conflit et réduire le potentiel de collaboration) doit également être évalué. Une action renforcée est également nécessaire afin d'évaluer la complicité potentielle avec, voire le soutien indirect à la corruption. L'adhésion aux conclusions qui ressortent de ces analyses appelle au renforcement des structures de gouvernance, en particulier pour les partenaires au développement et les acteurs du secteur privé, que la concentration sur des objectifs étroits ou sur la mise en œuvre technique peut rendre aveugles ou indifférents à ces dynamiques.

Au fil des ans, l'aide internationale au développement dans les pays de l'UFM a manqué d'appropriation locale et du soutien nécessaire pour assurer la durabilité. Cela s'explique en grande partie par le fait que les organisations de développement mettent principalement en œuvre des projets qu'elles jugent appropriés sur la base de théories du changement modélisées, et non celles qui sont souhaités par les populations et adaptés aux contextes locaux. Cela a créé une culture de dépendance au sein des gouvernements qui se tournent désormais vers l'aide au développement et vers l'étranger pour remplir les fonctions de base et les fonctions routinières de l'État. De plus, la cooptation de la société civile et des chefs traditionnels locaux en tant qu'« agents » ou « partenaires » de l'État ont laissé des vides dans les institutions locales. En conséquence, il existe un vide profond dans les communautés locales pour les dirigeants locaux ayant l'autorité morale et l'influence nécessaires pour organiser les communautés autour de causes communes et résoudre les problèmes de prestation de services, de sécurité et de justice.

— RAPPORT DU SEMINAIRE SUR LA POLITIQUE INCLUSIVE ET CAPABLE

De plus, l'analyse des systèmes nous rappelle que pour changer des modèles et pratiques profondément ancrés dans un système, l'impulsion doit parfois venir de l'extérieur du système. L'apport d'une aide trop directive a été critiquée lorsqu'elle sape les voix, la participation et les initiatives locales. Cependant, la conditionnalité de l'aide peut être déployée de manière efficace en partenariat avec les acteurs locaux de la société civile, par exemple, pour éviter la complicité des acteurs internationaux dans des méfaits politiques ou pour protéger les défenseurs des droits humains et les défenseurs des communautés au sein

du gouvernement et de la société civile contre le risque d'être réduit au silence ou puni. Les partenaires au développement et les acteurs du secteur privé qui fournissent des investissements, des financements, des assurances, des garanties ou tout autre soutien en faveur du développement du secteur privé, peuvent jouer un rôle plus important dans la limitation des actions destructrices des entreprises. Le financement, les investissements ou les subventions peuvent être rendus dépendants, par exemple, de la volonté ou non d'une entreprise à se soumettre à des mécanismes indépendants et justes pour répondre aux plaintes et fournir des réparations, ainsi qu'à des garanties de bonne exécution qui profitent aux communautés. Cela peut requérir l'incorporation de mécanismes internationaux contraignants de reddition de compte.

Les experts notent que ces mesures peuvent être combinées à un soutien en faveur d'un engagement plus positif. Les acteurs qui fournissent ou orientent les ressources peuvent et doivent insister sur la nécessité de mettre en œuvre des processus inclusifs et fondés sur le consensus afin de développer des politiques, des programmes et des investissements conformes aux cadres internationaux convenus et aux bonnes pratiques de consolidation de la paix et du développement. Les acteurs du secteur privé peuvent être tenus - à la fois par les cadres nationaux et à travers la conditionnalité de l'assistance internationale sous forme de garanties, de subventions, d'assurance ou de protection des investissements - d'améliorer les processus clés dans lesquels les parties prenantes doivent être incluses, a telles que les évaluations de contexte et de conflits, les évaluations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) et d'autres évaluations des risques, les plans d'atténuation des risques, les accords de partage des avantages et les suivis et évaluations de l'ESG. Au sein de ces processus, les déséquilibres de pouvoir peuvent être en partie résolus et des relations fondées sur la confiance peuvent être développées, grâce à des processus supervisés de manière indépendante et davantage fondés sur le consensus. Les entreprises qui ne souhaitent pas s'engager de manière ouverte, transparente et équitable peuvent être éliminées dans la mesure où elles pourraient être de potentiels acteurs de la fragilité.

B. Nouvelles trajectoires malgré la fragilité : une politique et une conception de programmes mieux ciblées

Comme indiqué par l'analyse de la partie I, les politiques et les programmes de développement et de croissance dans la sous-région ne sont pas favorables aux pauvres. Ils ne constituent pas une rupture significative avec les formes de production et de distribution existant au cours de la période précédant le conflit. Si ces trajectoires se poursuivent, il est peu probable qu'une plus grande proportion des citoyens de la sous-région en tirera des avantages significatifs à l'avenir.

La décentralisation du pouvoir et des services est intrinsèquement liée à la stabilité et à la résilience. Une étude de la Banque mondiale de 2014 sur les diverses formes de décentralisation et de proximité des services gouvernementaux avec la population a constaté que les pays de l'UFM étaient parmi les plus centralisés. La plupart des services publics sont inaccessibles à la majorité de la population. Au Libéria, le pays le plus centralisé, le président nomme tous les responsables locaux. L'indice de décentralisation politique est de 0 et l'indice global de décentralisation est de 0,01. L'indice global de décentralisation est de 0,01 pour la Sierra Leone de 0,02 pour, la Guinée et de 0,06 pour la Côte d'Ivoire.

— RAPPORT DU SEMINAIRE SUR LA POLITIQUE INCLUSIVE ET CAPABLE

Par conséquent, un recentrage substantiel des efforts est nécessaire pour une sortie pérenne de la fragilité. Il y a un besoin clair de concentrer les efforts sur les opportunités à grande échelle pour le secteur informel, y compris l'agriculture de subsistance. En effet, le développement économique actuel ne bénéficie pas à la grande majorité des citoyens de la

Les pays se concentrent sur les plans de développement nationaux au détriment de la planification régionale, où ils pourraient être plus influents. Par exemple, pour le COVID19, aucun plan régional n'a été adapté. Le seul plan régional que l'UFM a produit jusqu'à présent est le plan de relance post-Ebola, qui a échoué en raison d'un manque de financement.

— RAPPORT DU SEMINAIRE SUR LA RÉGION INCLUSIVE ET CAPABLE

sous-région.

L'amélioration systématique des écosystèmes de l'économie informelle peut bénéficier à la majorité des citoyens et ce, très rapidement. Des bénéfices directs en faveur des populations marginalisées peuvent aussi réduire le risque créé

par des chaînes de résultats trop complexes, le long desquelles les rentes doivent circuler (par exemple d'une entreprise minière au gouvernement central avant d'être allouée au bénéfice de la périphérie et ensuite seulement distribuée). De plus, l'économie de patronage piège actuellement de nombreux citoyens dans la dépendance. Plus des opportunités économiques directes seront promues, plus l'espace pour l'engagement civique et politique des citoyens s'élargira.

Pour atteindre ces objectifs, une décentralisation des activités de priorisation, de planification, de

gouvernance, de mise en œuvre et de suivi peut être nécessaire. Au niveau local, il peut être plus facile de traiter les questions de cohésion sociale, de suffisance et de cohérence des efforts ainsi que d'institutionnalisation de nouvelles approches à travers l'engagement d'un éventail large d'acteurs dans des configurations politiques plus constructives. Cela peut

Les experts estiment que le nombre croissant d'organisations de la société civile et d'organisations non gouvernementales dans la région offre la possibilité d'approches collaboratives et concertées pour faire face aux problèmes de fragilité. Dans tous les pays de l'UFM, des organisations locales sont engagées dans des efforts pour résoudre les problèmes de pauvreté, promouvoir la démocratie et la "bonne gouvernance" et faire progresser les droits humains. La montée en puissance de ces organisations signifie qu'il existe désormais de multiples acteurs exerçant l'autorité publique aux côtés de l'État, et en même temps fournissant des services importants dans les zones reculées. Ils ont démontré leur pertinence pendant l'épidémie d'Ebola et aussi pendant le sommet de la pandémie de Covid-19, en soutenant les communautés avec des informations sur les réglementations de santé publique, les articles de secours, et même en travaillant avec le gouvernement pour faire appliquer les réglementations. Leur rôle était indispensable pour briser la chaîne de transmission. De même, les OSC s'efforcent d'accroître la crédibilité et la légitimité des processus démocratiques et de responsabiliser les institutions gouvernementales. Les processus électoraux sont désormais observés par la société civile et les coalitions d'ONG dans tous les pays de l'UFM dont le rôle pendant les périodes électorales consistait à susciter la participation des citoyens et à promouvoir la crédibilité du processus.

— RAPPORT DU SEMINAIRE SUR LA POLITIQUE INCLUSIVE ET CAPABLE

La revue documentaire effectuée pour ce projet a identifié le secteur minier, entre autres, comme ayant le potentiel d'améliorer la résilience économique dans tous les États membres. Pourtant, la contribution du secteur à la croissance et au développement a été minime. Alors qu'il représente entre 60% et 80% des recettes d'exportation, la contribution du secteur au PIB varie entre 5% et 15%. De plus, le secteur reste largement non intégré au reste de l'économie. Ainsi, les États membres ne peuvent pleinement profiter du potentiel du secteur. Par exemple, en 2010/2011, lorsque le réseau électrique national de la Sierra Leone ne pouvait produire qu'environ 10 MW à l'échelle nationale et que la capitale (Freetown) était décrite comme l'une des plus sombres au monde, l'une des sociétés minières avait une capacité de production excédentaire. Dans l'ensemble, et bien que l'exploitation des ressources minérales ait commencé depuis l'ère coloniale, très peu de résultats positifs ont été obtenus et les ressources ont plutôt alimenté les conflits et l'instabilité.

— RAPPORT DU SEMINAIRE SUR L'ÉCONOMIE INCLUSIVE ET CAPABLE

générer des programmes ayant des résultats plus spécifiques : par exemple, le développement d'opportunités nationales ou sous régionales réciproques d'offre et de demande, ou l'amélioration de la prestation de soins de santé dans une zone frontalière spécifique, sur une base transfrontalière.

Cependant, si des populations plus larges doivent participer de manière significative à l'élaboration des politiques, à la conception et à la mise en œuvre des programmes, un renforcement des capacités de ces acteurs est nécessaire. Cela doit inclure les femmes, les jeunes et les populations marginalisées, mais également les organismes professionnels et d'autres acteurs en dehors du gouvernement. Il faut également des institutions civiques solides pouvant légitimement endosser des rôles de diplomatie publique.

L'environnement politique est en pleine mutation. De nouvelles initiatives majeures sont prévues sous les rubriques du développement post-COVID-19, des objectifs de développement durable ou de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Dans le même temps, davantage de ressources du secteur privé sont dirigées vers des environnements fragiles. L'Europe reconsidère sa position au regard de l'impunité des entreprises violant les droits humains et les institutions de financement du développement explorent de nouvelles voies pour un développement du secteur privé positif pour la paix. Ces processus et d'autres processus de revue et d'élaboration des politiques présentent des risques. Mal conceptualisés ou mal mis en œuvre, ils peuvent reproduire et exacerber les lacunes des politiques et des pratiques actuelles, comme indiqué dans la Partie I de ce Rapport. Cependant, conduits de manière responsable et correctement élaborés, ils offrent l'opportunité de réorienter la conception des politiques et des programmes de la sous-région dans une direction affaiblissant les dynamiques de la fragilité et promouvant la résilience et la cohésion sociale.

C. Des nouvelles trajectoires malgré la fragilité : une institutionnalisation sous régionale des efforts de réforme

Comme indiqué dans l'analyse de la partie I, l'institutionnalisation des nouvelles façons de faire face à la fragilité – y compris comme décrit dans (II.A) et (II.B), ci-dessus – nécessite des changements, non seulement dans les institutions, mais encore dans les personnes eux-mêmes. Les experts soulignent que des réformes seront souvent mises à mal si les parties prenantes ne partagent pas des valeurs, des attitudes, des croyances et des engagements quant

Au début des années 2000, voyager de la Guinée vers la Sierra Leone par la route était difficile du côté de la Sierra Leone et relativement plus facile par la suite. Aujourd'hui, c'est l'inverse, et l'histoire est la même du côté du Libéria. Il y a peu ou pas d'efforts de coordination en vue d'assurer que le développement des infrastructures dans les États membres se complètent. Cela a de graves répercussions sur le commerce transfrontalier, en particulier pour les PME qui constituent un pourcentage important des activités économiques dans la sous-région. Cela explique en partie pourquoi les échanges entre et parmi les États membres restent très faibles.

— RAPPORT DU SEMINAIRE SUR L'ÉCONOMIE INCLUSIVE ET CAPABLE

à la manière dont les décisions devraient être prises et mises en œuvre. Dans l'environnement fragile et propice au conflit de la sous-région, l'élaboration de ces cadres normatifs communs requiert la garantie qu'il existe un consensus suffisamment solide – particulièrement autour des lignes de conflit historiques – sur une vision inclusive pour un développement pacifique.

Plusieurs analystes se sont inspirés d'expériences prometteuses pour affirmer que, compte tenu des conditions actuelles, les progrès sur ces fronts pourraient être plus facilement réalisés s'ils étaient entrepris au niveau sous-régional. Une attention particulière portée à l'échelon sous-régional va au-delà d'une simple reconnaissance des opportunités de développement économique inclusif. C'est une voie prometteuse pour aborder les systèmes politiques négatifs et ancrés se renforçant au niveau national.

Par exemple, il y a actuellement peu d'efforts pour créer ou renforcer les réseaux professionnels sur une base sous-régionale. Cependant, les comptables, les ingénieurs civils, les spécialistes du développement rural, les avocats, les professionnels de la santé et autres peuvent utilement partager leurs points de vue sur les défis rencontrés et sur les solutions possibles. Cela aidera à définir et à façonner des opportunités au niveau sous-régional. De plus, leurs analyses, évaluations et plaidoyers pour de meilleures voies à suivre au sein de leur

Le REFMAP est un réseau de femmes pour la paix avec des branches dans les quatre pays de l'UFM. Il a été créé pendant la période de conflit au Libéria et en Sierra Leone et a joué un rôle déterminant dans le rétablissement de la paix. Cependant, ses soutiens se sont estompés. Ceci est révélateur d'un manque plus général d'approche intégrée en soutien des garants sociaux. Il a été noté que les garants sociaux dans les communautés – y compris les organisations de la société civile mais aussi les chefs traditionnels et religieux – sont exclus des structures de prévention et de résolution des conflits. Les experts estiment que ces garants peuvent jouer un plus grand rôle dans la cohésion sociale et qu'ils doivent être mieux intégrés dans les infrastructures pour la paix et le développement.

—RAPPORT DU SEMINAIRE SUR LA RÉGION INCLUSIVE ET CAPABLE

pays peuvent être perçus comme moins politiques et plus professionnels s'ils proviennent d'une perspective sous régionale plutôt que nationale.

Les experts anticipent que des avantages similaires peuvent être dégagés de la convocation et de l'autonomisation d'autres communautés de la sous-région, tels que les groupes de femmes et de jeunes, les défenseurs des droits humains et de l'environnement, et d'autres groupes qui peinent souvent à faire entendre leur voix et à

concrétiser leurs idées. Entre autres avantages, ces relations interpersonnelles peuvent contribuer à façonner l'identité sous-régionale nécessaire à la réalisation des objectifs de l'UFM.

Les analystes pensent que ces efforts de mise en réseau peuvent faire partie d'un observatoire ou d'un centre d'échange pour l'analyse de la fragilité ainsi que des efforts pour y remédier dans la sous-région. Affilié au secrétariat de l'UFM ou établi dans la sous-région, un tel établissement pourrait être un point focal pour identifier les dynamiques négatives qui nourrissent la fragilité, évaluer la cohérence et l'impact cumulatifs des efforts pour y remédier, identifier les approches qui fonctionnent en vue de nouveaux investissements, former les acteurs aux outils de participation et de diplomatie publique, et accroître l'obligation de reddition de compte des décideurs internationaux, des partenaires de développement et des acteurs nationaux et sous régionaux, y compris ceux des secteurs privés.

Dans tous ces efforts, les experts notent qu'il est essentiel d'aborder directement les questions de valeur. La sous-région dispose de nombreux réservoirs de valeurs positives. En effet, malgré les nombreux défis de la sous-région, l'incidence de la violence interpersonnelle est plus faible que dans d'autres parties de l'Afrique ou du monde en développement. Dans de nombreuses communautés, la responsabilité de l'individu pour le bien-être commun est fondamentale (et encore « quand le voleur est attrapé, le village a honte »). Tous les réseaux des acteurs, y compris les partenaires de développement, les gouvernements nationaux et ceux du secteur privé, doivent engager un dialogue et une réflexion autour des racines de ces valeurs, de la manière dont elles ont été maintenues et par lesquelles elles continuent de se concrétiser, les menaces à leur survie, et les manières de reconnaître, célébrer et mettre en œuvre les cadres normatifs qu'elles représentent.

Partie III : Recommandations face à la persistance de la fragilité

La conclusion fondamentale de l'analyse de la partie I est que la fragilité persistante qui caractérise le statu quo est le résultat de modèles profondément ancrés répondant aux besoins d'une élite restreinte d'acteurs présents dans les gouvernements, les institutions

internationales et le secteur privé. Alors que des politiques et programmes solides sont nécessaires, les intérêts particuliers bloquent ou minent des solutions pourtant simples d'un point de vue politique. La dure réalité qui ressort de la recherche et des consultations d'experts est que la fragilité persiste, résistant à des décennies d'efforts pour y remédier.

La conclusion fondamentale de l'analyse de la partie II est que pour briser le cercle vicieux qui a entraîné des cycles endémiques de fragilité, l'accent doit être mis sur la mise en

réseau et l'autonomisation d'un large éventail d'acteurs afin de parvenir à un système équilibré d'influence politique, à un consensus suffisant en faveur d'un changement positif et à une institutionnalisation efficace. Dans la mesure où les dynamiques économiques et politiques de la fragilité sont permises et protégées par les configurations actuelles des relations de pouvoir et des arrangements institutionnels caractérisées par leur fermeture, ces configurations doivent être ouvertes.

Les recommandations de la partie III pour les gouvernements nationaux, les partenaires de développement et les autres acteurs découlent de ces conclusions. Elles reposent sur les conclusions générales des parties I et II selon lesquelles, si les partenaires de développement et les acteurs nationaux n'arrêtent pas d'alimenter la dynamique de la fragilité, les progrès seront probablement difficiles, voire impossibles. Si les partenaires au développement et les acteurs nationaux ne cessent pas de miner les dynamiques de cohésion sociale, les progrès risquent d'être lents et incertains, et si les partenaires au développement et les acteurs nationaux ne se concentrent pas sur les atouts sous-régionaux, les opportunités seront perdues et les progrès seront plus difficiles.

Les recommandations mettent l'accent sur trois domaines prioritaires pour chaque groupe d'acteurs. Toutes convergent vers la conclusion selon laquelle si les principaux facteurs déterminants de la persistance de la fragilité ne sont pas pris en compte, on ne peut s'attendre à ce que les efforts auxiliaires aient un impact significatif.

A. Trois recommandations prioritaires pour les partenaires internationaux

Ces recommandations s'adressent à la BAD, à l'ONU et à l'UFM qui ont commandé ce Rapport, mais aussi à d'autres gouvernements, organisations et institutions multinationales engagées dans la sous-région de l'UFM sur les questions de développement, de sécurité et d'économie. Elles insistent sur la nécessité de mettre un terme aux actions négatives alimentant la fragilité, de renforcer la coordination et l'impact des actions favorables à une sortie de la fragilité, et d'ouvrir de nouvelles opportunités dans une perspective sous-régionale.

Une opportunité réside dans la cohésion sociale de certaines communautés frontalières, même si elles traversent des frontières souveraines différentes. Avec des groupes linguistiques et culturels communs, les efforts visant à faciliter des engagements plus importants entre ces communautés, tels que la facilitation de la libre circulation, sont susceptibles de stimuler la coopération commerciale, de promouvoir l'unité régionale et la solidarité au regard des problèmes communs affectant les communautés. Le commerce transfrontalier est déjà important entre ces communautés. De plus grandes réformes politiques sur la libre circulation et l'accès au capital sont susceptibles d'intensifier les activités économiques le long des frontières, ce qui incitera à une plus grande coopération et cohésion, réduira la probabilité de violence et peut-être réduira le soutien aux activités criminelles transnationales dans les communautés frontalières du MRU.

—RAPPORT DU SEMINAIRE SUR LA POLITIQUE INCLUSIVE ET CAPABLE

1. Mener des études complètes d'impact sur la fragilité

Tous les partenaires de développement de la sous-région de l'UFM se sont engagés, par leur adoption ou leur adhésion à diverses politiques nationales et internationales, à « ne pas nuire » dans leurs interventions dans des contextes fragiles et touchés par des conflits. Pourtant, cet engagement ne semble pas être mis en pratique dans leurs interventions dans les pays de la sous-région de l'UFM. Le Rapport constate que les sociétés qui sont déjà dans un état critique de fragilité sont encore plus fragilisées par les actions et les inactions de partenaires internationaux qui prétendent faire le bien mais produisent souvent les résultats opposés. Par conséquent :

- a. Un examen complet de la fragilité doit être mené visant les politiques et les programmes, ainsi que les processus par lesquels ceux-ci sont élaborés.
- b. L'examen devrait se concentrer sur les façons dont les politiques et les programmes ont un impact direct ou indirect sur la cohésion sociale (avec une référence spécifique aux divisions et conflits historiques), sur la cohérence des efforts (au sein des gouvernements et des institutions et avec d'autres acteurs), et sur l'institutionnalisation au sein des politiques nationales (avec une référence particulière à l'ancrage social des valeurs, des attitudes et des croyances, et l'applicabilité des engagements, en ce qui concerne la bonne gouvernance et le développement inclusif).
- c. L'examen devrait inclure à la fois les interventions directes – destinées à avoir un effet direct sur le développement, la sécurité, la politique et l'économie dans la sous-région – et les politiques et programmes qui peuvent avoir des impacts indirects, tels que ceux liés à la finance et au commerce.
- d. Pour garantir son équité et sa légitimité, l'examen doit respecter les normes d'évaluation des Nations Unies, être facilité de manière indépendante, et être transparent et inclusif. Ses résultats doivent être publiés et soumis à un examen public.
- e. Des structures de gouvernance doivent être créées et/ou renforcées pour garantir que des mesures correctives au regard de possibles impacts négatifs sur la fragilité soient prises, que la dynamique de la fragilité ne soit pas alimentée ou que la dynamique de la résilience ne soit pas mise à mal à l'avenir. Un registre des risques d'impacts négatifs réels et potentiels sur la fragilité doit être tenu et rendu public.

2. Mettre en place un observatoire de la fragilité pour la sous-région

Tous les partenaires de développement de la sous-région de l'UFM se sont également engagés à coordonner leurs efforts avec d'autres partenaires de développement et avec les parties prenantes concernées. La réalité, cependant, est que la planification, les politiques, les programmes et l'engagement des parties prenantes se déroulent encore largement au sein du pays, de l'agence gouvernementale, du groupe bénéficiaire ou des silos thématiques. Le Rapport constate qu'après des décennies d'efforts de renforcement de l'État, de développement, de lutte contre la fragilité et d'efforts déployés en faveur de la résilience, même une action potentiellement positive des partenaires au développement ne se traduit pas par un changement positif suffisant pour inverser la tendance d'une fragilité endémique. Par conséquent :

- a. Les partenaires au développement devraient, collectivement, établir un Observatoire de la fragilité pour la sous-région de l'UFM afin d'assurer la suffisance, la cohérence et l'impact cumulatif des efforts.
- b. L'Observatoire doit être un point focal et un centre d'excellence pour l'analyse de l'économie politique de la fragilité, tant au niveau sociétal que pour l'examen des politiques et des programmes.
- c. L'indépendance, le professionnalisme et les ressources de l'Observatoire doivent être garantis afin d'assurer sa légitimité.
- d. L'Observatoire doit développer, intégrer, conserver et rendre publiques les principales données sociales, politiques et économiques aux niveaux sous-régional, national et local, en accordant une attention particulière aux conflits historiques.
- e. L'Observatoire doit être un modèle dans la sous-région pour une analyse inclusive et participative et pour la transparence des résultats et ce faisant, être un catalyseur pour la mise en réseau et l'action positive entre les acteurs, les pays et les secteurs.
- f. Conformément à la recommandation (A.1.b), un objectif explicite de l'Observatoire doit être de soutenir les efforts visant à instiller et défendre des valeurs positives, accroître la responsabilisation de tous les acteurs et veiller à ce que les partenaires au développement jouent effectivement leurs rôles de garants moraux.
- g. Les partenaires au développement doivent conditionner l'appui aux politiques, aux programmes et au budget des gouvernements, des institutions internationales, des acteurs du secteur privé et de la société civile à leur participation honnête et engagée aux efforts de l'Observatoire.

3. Donner la priorité à une perspective sous-régionale dans la planification et l'action

La déclaration fondatrice de l'UFM a reconnu que l'accélération de la « croissance économique, du progrès social et de l'avancement culturel (...) peut être plus efficacement réalisée par une collaboration active et une assistance mutuelle dans les questions d'intérêt commun dans les domaines économique, social, technique, scientifique et administratif ». Cependant, certains partenaires au développement sont souvent aveugles ou indifférents aux dimensions sous-régionales de leur travail. Cela compromet les progrès envisagés par les États membres de l'UFM et ne permet pas de capitaliser sur des opportunités sociales, politiques et économiques importantes. Par conséquent :

- a. Les partenaires au développement doivent favoriser la cohérence et l'impact cumulatif des efforts grâce à l'adoption de politiques spécifiques en faveur de l'utilisation de la sous-région comme unité d'analyse pour les études, l'élaboration des politiques, la conception des programmes et la budgétisation.
- b. Les partenaires de développement doivent aligner leurs propres structures organisationnelles, budgets et modèles de dotation en personnel pour faciliter la coordination et la mise en œuvre de solutions sous-régionales.

- c. Conformément à la recommandation (A.1), les partenaires au développement doivent examiner et réviser les politiques et les pratiques qui tendent à miner ou à inhiber les solutions sous-régionales, en accordant une attention particulière à celles qui reproduisent les schémas d'investissement, de commerce et d'aide de l'ère coloniale.
- d. Conformément à la recommandation (A.2), les partenaires au développement doivent soumettre leurs efforts individuels et collectifs à un suivi et une évaluation participatifs pour évaluer leur impact sur la régionalisation.
- e. Lorsque la mise en réseau a une thématique (comme par exemple, la santé, les infrastructures ou l'investissement), ou un bénéficiaire (tel que les femmes, les jeunes, les acteurs du secteur de la sécurité ou les comptes rendus judiciaires), les partenaires de développement doivent donner la priorité à l'entretien des réseaux dans la sous-région de l'UFM dans le but explicite de professionnaliser les efforts de coordination et de responsabiliser la société civile et les acteurs locaux, conformément à la recommandation (C.1).

B. Trois recommandations prioritaires pour les gouvernements nationaux

Ces recommandations s'adressent aux gouvernements des États membres de l'UFM, ainsi qu'aux autres acteurs qui cherchent à les soutenir et à les influencer d'une manière constructive. Elles mettent l'accent sur le rétablissement d'un cadre de paix dans les relations nationales, la nécessité de rendre obligatoire la voix et la participation significatives des parties prenantes concernées dans les politiques gouvernementales et la prise de décision, ainsi que dans les cas où les actions du secteur privé ont un impact public substantiel, et l'adoption d'une perspective sous-régionale dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et plans nationaux.

1. Donner la priorité aux règlements pacifiques, en particulier sur les questions économiques

Il est courant de parler des pays membres de l'UFM comme étant dans une phase de post-conflit, et de conceptualiser les efforts des gouvernements en termes de consolidation de la paix. S'il est admis que le risque de violence armée organisée a été considérablement réduit, une approche aussi étroite masque la réalité des profondes fissures persistant le long de divisions et conflits historiques ainsi que le fait que les politiques et décisions gouvernementales ne soient souvent perçues comme légitimes que par les membres d'une faction restreinte ou d'un parti politique. Ce Rapport constate que l'abandon prématuré des engagements en faveur de la construction de la paix a sapé la sortie de la fragilité et le développement d'économies, de politiques et de sociétés résilientes, et qu'il a contribué à la persistance d'une politique hautement conflictuelle du « gagnant qui remporte tout ». Par conséquent :

- a. Les gouvernements devraient faire de la cohésion sociale une priorité nationale, en expliquant comment ils entendent demander des comptes à leurs propres responsables et personnalités politiques affiliés au regard de cet enjeu.

- b. Les gouvernements devraient lancer des examens nationaux dans le but d'explorer, de hiérarchiser et de créer un large consensus sur les approches pour résoudre les problèmes les plus problématiques pour la cohésion sociale et l'institutionnalisation d'une gouvernance plus juste et inclusive.
- c. Ces examens doivent être menés en accordant une attention particulière aux lignes de conflit historiques et aux dimensions non traitées des processus de paix, tels que les processus de vérité et de réconciliation.
- d. Ces examens doivent être menés en accordant une attention particulière aux mécanismes qui se sont avérés efficaces pour rassembler les gens dans la société pendant les processus de paix, et à la meilleure façon de les déployer, de les entretenir et de les étendre à l'avenir.
- e. Ces examens doivent être menés en accordant une attention particulière aux valeurs requises pour rendre efficace la mise en œuvre des recommandations et à la meilleure façon de les instiller et de les concrétiser.
- f. Ces examens doivent être inclusifs, modérés par des personnalités éminentes et jouissant d'une large légitimité et être protégés de toute influence partisane.

2. Prescrire la voix et la participation significatives des parties prenantes concernées

Dans les pays membres de l'UFM, les concepts de voix, d'autonomisation et d'inclusion sont fréquemment invoqués dans les processus relatifs à la planification et mise en œuvre du développement, y compris le développement économique. Néanmoins, ces valeurs et principes sont fréquemment violés. Les décisions dans les secteurs public et privé ayant pourtant des implications importantes pour une pluralité d'acteurs sont prises par des élites restreintes. Des processus inclusifs soigneusement construits sont également parfois minés par des transactions de couloir. Ces pratiques génèrent de la méfiance, alimentent les griefs, sapent la légitimité des décisions prises et augmentent la probabilité que des décisions pourtant motivées par de bonnes intentions aboutissent à des résultats négatifs. Par conséquent :

- a. La loi devrait inscrire le besoin de processus efficaces de participation du public dans la planification et la prise de décision concernant les politiques, les programmes et les projets.
- b. Lorsque l'action privée a un impact public substantiel, par exemple, sur l'utilisation des terres ou l'accès à l'eau, la participation du public doit être prévue par la loi, par exemple, dans l'élaboration d'analyses ESG, de plans d'atténuation des risques, d'accords de partage des bénéfices, de processus de résolution des conflits et de leur suivi et évaluation. Il devrait également être prévu que ceux-ci soient supervisés de manière impartiale dans le but de parvenir à des solutions respectueuses des droits et fondées sur les intérêts.
- c. Les processus de participation du public doivent disposer de ressources adéquates, y compris au regard de l'accès à des conseils professionnels et techniques indépendants pour toutes les parties.

- d. La sensibilisation et les capacités en matière de diplomatie publique et de règlement des différends publics doivent être accrues au sein du gouvernement, de la société civile et du secteur privé.
- e. Pour éviter l'escalade des griefs ou la remise en cause de droits et d'intérêts importants, le fait qu'une partie responsable ne s'engage pas dans une participation publique efficace doit déjà être un motif suffisant pour qu'une partie affectée demande réparation.

3. Donner la priorité à une perspective sous-régionale dans la planification et l'action

Dans le Quatrième protocole consolidé à la Déclaration du fleuve Mano, les États membres s'accordent à « mettre en œuvre une politique commune de coopération et de développement dans tous les domaines d'activité économique... ainsi que dans le domaine des affaires sociales et culturelles ». Bien qu'il existe une variété d'exemples d'initiatives transfrontalières et de soutien aux structures de l'UFM, une perspective sous-régionale est absente de la prise de décision quotidienne du gouvernement et de la conception et mise en œuvre des programmes. Le Rapport constate que cela entrave considérablement les progrès envisagés dans la déclaration et les protocoles de l'UFM, renforce les structures de fragilité et inhibe l'émergence de sources potentielle sous-régionales de résilience. Par conséquent :

- a. Les échanges sous-régionaux doivent être encouragés au niveau technique et professionnel entre les départements et les agences du gouvernement, y compris les organismes professionnels concernés et les acteurs de la société civile, dans le but de hiérarchiser les défis et les opportunités en faveur d'une régionalisation plus efficace.
- b. Un résultat de cet échange doit être l'utilisation préférentielle de la sous-région comme unité d'analyse pour les études, l'élaboration des politiques, la conception des programmes et la budgétisation. Les acteurs nationaux doivent intégrer les atouts et les opportunités sous-régionaux dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et des plans nationaux.
- c. Conformément à la recommandation (A.1), les gouvernements nationaux doivent examiner et réviser les politiques et les pratiques qui tendent à miner ou à inhiber les solutions sous-régionales, en accordant une attention particulière à celles qui tendent à reproduire les schémas d'investissement, de commerce et d'aide de l'ère coloniale.
- d. Conformément à la recommandation (A.2), les gouvernements nationaux doivent soumettre leurs efforts individuels et collectifs à un suivi et à une évaluation participatifs pour évaluer leur impact sur la régionalisation.
- e. Une attention particulière devrait être accordée à la création d'opportunités pour les commerçants et les producteurs du secteur informel, pour le secteur de la santé, ainsi que pour d'autres domaines thématiques où les frontières nationales sont moins pertinentes du point de vue de l'histoire ou de la pratique.
- f. Une attention particulière doit être accordée aux chaînes de valeur et aux secteurs où une approche sous-régionale est un élément essentiel pour débloquer des opportunités, comme en ce qui concerne les politiques de valorisation, les investissements industriels ou la prestation de services de santé.

C. Trois recommandations prioritaires pour les autres acteurs

Ces recommandations s'adressent aux autres acteurs de la société civile et du secteur privé ainsi qu'à ceux qui cherchent à les soutenir et à les influencer. Elles insistent sur la nécessité de développer des réseaux sous-régionaux, de développer des capacités en faveur d'un changement de système ainsi que sur le besoin de davantage d'initiatives de la part des acteurs du secteur privé et de leurs alliés.

1. Développer des réseaux sous-régionaux de la société civile

Les modèles qui concentrent le pouvoir et subvertissent les institutions en faveur d'une petite élite sont plus forts au niveau national, où ils ont été consolidés sur des générations, qu'au niveau sous-régional. Bien que l'action coordonnée de la société civile afin de contrer ces dynamiques ait parfois été très forte au sein de ces pays, elle l'a moins été au niveau sous-régional. Ce Rapport souligne que la mise en réseau et le soutien mutuel entre ces organisations de la société civile au niveau sous-régional a un fort potentiel de mise à mal des dynamiques négatives d'exclusion qui sont au cœur de la fragilité. Ils ont également le potentiel de promouvoir l'ouverture de système de relations de pouvoir et d'arrangements institutionnels actuellement clos. Par conséquent :

- a. Les acteurs de la société civile doivent développer des réseaux transnationaux de mise en réseau d'OSC et d'autres acteurs locaux entre eux, d'échange d'informations, de développement de stratégies et de coordination des actions.
- b. Conformément aux recommandations (A.3) et (B.3), les acteurs de la société civile doivent tenir compte des atouts et opportunités sous-régionaux dans l'élaboration de leurs stratégies, de leurs politiques et de leurs programmes.
- c. Conformément à la recommandation (A.2), les acteurs de la société civile doivent participer activement aux efforts de suivi et d'évaluation pour assurer la suffisance, la cohérence et l'impact cumulatif des efforts visant à remédier à la fragilité dans la sous-région.
- d. Les acteurs de la société civile doivent, par leurs relations avec les donateurs et les partenaires, examiner et réviser les politiques, les pratiques et les programmes qui tendent à miner ou à inhiber les approches et les solutions sous-régionales, en accordant une attention particulière à celles qui tendent à reproduire les modèles d'investissement et d'aide de l'ère coloniale.

2. Mettre l'accent sur la capacité à changer les systèmes en tant qu'élément central de la stratégie

Les systèmes de prise de décision et les institutions du statu quo dans la sous-région se sont révélés particulièrement résistants à la participation des acteurs communautaires, des organisations de la société civile et des institutions traditionnelles. Les recommandations (1) et (2) soulignent l'impératif pour les acteurs nationaux et les partenaires internationaux d'ouvrir ces espaces. Dans le même temps, la capacité des acteurs de la société civile à participer de manière significative doit être consolidée. Cependant, la programmation, souvent motivée par une approche « d'optimisation des ressources » peut déprioriser le

développement du capital humain nécessaire pour rechercher de meilleures solutions techniques, sociales et politiques à des problèmes sociétaux complexes. Ces dynamiques conduisent à manquer des opportunités de renforcer les capacités qui contribueraient à remettre en question les systèmes dysfonctionnels et à construire des institutions plus fonctionnelles. Par conséquent, la société civile et les autres acteurs du développement, leurs partenaires et les bailleurs de fonds doivent :

- a. Prendre en compte les dimensions systémiques des problèmes qu'ils cherchent à résoudre, notamment le manque de cohésion sociale, de cohérence des efforts et d'institutionnalisation.
- b. Inclure dans les programmes de développement et les initiatives de plaidoyer le renforcement des capacités des parties prenantes et des communautés concernées tant au regard de la dimension substantielle que technique du travail, y compris ses dimensions systémiques et sous-régionales.
- c. Inclure dans les programmes de développement et les initiatives de plaidoyer le renforcement des capacités des parties prenantes et des communautés concernées en ce qui concerne les droits et responsabilités des citoyens, ainsi que sur les valeurs communes nécessaires au progrès sociétal dans la sous-région.
- d. Inclure dans les programmes de développement et les initiatives de plaidoyer le renforcement des capacités des parties prenantes et des communautés concernées sur les moyens efficaces de favoriser leur inclusion dans les évaluations, l'élaboration, la planification, la mise en œuvre et le suivi et évaluation de stratégies ainsi que sur la résolution de différends liés aux politiques, aux programmes et aux projets.

3. Prendre plus d'initiatives dans le secteur privé

L'ONU, les institutions de financement du développement, notamment la BAD, l'Union Africaine, l'OCDE et d'autres, soulignent depuis des décennies dans leurs documents politiques et leur plaidoyer en faveur de normes internationales et de standards contraignants les dangers des investissements et des opérations du secteur privé qui ne sont pas sensibles à la dynamique des environnements fragiles. Cependant, ces impératifs ne sont pas respectés dans la sous-région. Dans le secteur privé, de nombreux entrepreneurs de la fragilité profitent de l'accaparement des ressources et du pouvoir par les élites, de la faiblesse des arrangements institutionnels et du manque de cohésion sociale pour capter les rentes. Le mode de développement actuel du secteur privé est un des principaux moteurs de la persistance de la fragilité dans la sous-région, mettant en danger la société et l'environnement, et minant la capacité des autres acteurs à agir pour un changement positif. Par conséquent, les acteurs du secteur privé, y compris les sociétés d'exploitation ainsi que ceux qui fournissent des investissements, des financements, des assurances, des garanties ou d'autres formes de soutien, doivent :

- a. S'abstenir de participer à l'élaboration de politiques, aux efforts de réforme juridique ou réglementaire, ou de conclure des accords avec des entités publiques lorsque ceux-ci ne sont pas intégrés dans des processus transparents, largement inclusifs et compatibles avec les droits, conformément à la recommandation (B.2).

- b. Veiller à ce que tous les processus clés dans lesquels les parties prenantes doivent être incluses, tels que les évaluations du contexte et des conflits, les évaluations ESG, les plans d'atténuation des risques, les accords de partage des avantages et le suivi et évaluation ESG soient supervisés et conduits de manière indépendante et fondés sur le consensus, conformément à la recommandation (B.2).
- c. Créer et/ou améliorer les structures de gouvernance pour s'assurer que des mesures correctives concernant les impacts négatifs sur la fragilité soient prises et que la dynamique de fragilité ne soit pas alimentée ou que la dynamique de résilience ne soit pas minée à l'avenir. Un registre des risques sur les impacts négatifs actuels et potentiels sur la fragilité doit être tenu et rendu public.
- d. Se soumettre à des processus de règlement des différends et de réparation accessibles et contraignants qui aient été conçus et mis en œuvre avec les parties prenantes concernées, dans le respect de toutes les obligations et engagements nationaux et internationaux.
- e. Fournir un soutien matériel et participer activement aux efforts visant à assurer la suffisance, la cohérence et l'impact cumulatif des efforts de réduction de la fragilité, conformément à la recommandation (A.2), en particulier (A.2.g). Ce faisant, ils devraient chercher à intégrer les atouts et les opportunités sous-régionaux dans leur propre définition de stratégie, élaboration de politiques et planification.
- f. Veiller à ce que le renforcement des capacités décrit en (C.2.b-d) soit suffisamment financé et soutenu dans tous les processus d'engagement des parties prenantes, conformément aux recommandations (B.2) et (C.2).

Bibliographie

- Abdullah, I. (2004), *Between Democracy and Terror: The Sierra Leone Civil War*. Council for the Development of Social Science Research in Africa.
- Abdullah, I. et Maponga, O. (2012), "From Fragility to Sustainable Peace and Development in Sierra Leone." In *Fragile States and Development in West Africa*. Nairobi: United Nations Economic Commission for Africa.
- Acemoglu, D., Chaves, I.N., Osafo-Kwaako, P. et Robinson, J.A. (2016), "Indirect Rule and State Weakness in Africa: Sierra Leone in Comparative Perspective." *African Successes, Volume IV: Sustainable Growth*, édité par S. Edwards, S. Johnson, et D.N. Weil. Chicago: Chicago University Press.
- Adele, A. (2018), "How Selective Justice Is Eroding Peace in Côte d'Ivoire." News. *The New Humanitarian*, <https://www.thenewhumanitarian.org/2018/02/28/how-selective-justice-eroding-peace-cote-d-ivoire>.
- African Development Bank (2022), *The Bank Group's strategy for addressing fragility and building resilience in Africa (2022-2026)*, <https://www.afdb.org/en/documents/bank-groups-strategy-addressing-fragility-and-building-resilience-africa-2022-2026>.
- Allouche, J., Benson, M. et M'Cormack, F (2016). "Beyond Borders: The End of the Mano River War(s)?" Evidence Report. *Addressing and Mitigating Violence*. England: Institute of Development Studies.
- Amnesty International (2018). "Amnesty International Report 2017/18: The State of the World's Human Rights." London: Amnesty International, <https://www.amnesty.org/en/documents/pol10/6700/2018/en/>.
- Amundsen, I. (2014). "Drowning in Oil: Angola's Institutions and the 'Resource Curse'". *Comparative Politics* 46 (2): 169–89.
- Anderson, M.B. (1999). *Do No Harm: How Aid Can Support Peace or War*. London: Lynne Rienner.
- Anderson, M., Brown, D. et Jean, I. (2012), *Time to listen: Hearing people on the receiving end of international aid*, Cambridge, MA: CDA Collaborative Learning Projects.
- Anderson, M. B., et Olson, L. (2003), *Confronting war: Critical lessons for peace practitioners—reflecting on Peace Practice Project*. Cambridge, MA: Collaborative for Development Action.
- Anderson, M. B., et Wallace, M. (2013), *Opting out of war: Strategies to prevent violent conflict*. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers Boulder.
- Asal, V., Findley, M., Piazza, J. A., et Walsh, J. I. (2016), Political exclusion, oil, and ethnic armed conflict. *Journal of Conflict Resolution*, 60: 1343–1367.
- Assangna, C. (2017). "An examination of the Sierra Leone War." *African Journal of Political Science and International Relations* 11 (5): 103–11. DOI: <https://doi.org/10.5897/AJPSIR2017.0994>.
- Austin, J et Wennmann, A. (2017), *Business engagement in violence prevention and peace-building: the case of Kenya*. *Conflict, Security & Development*, 17(6): 451–472. DOI: <https://doi.org/10.1080/14678802.2017.1401840>.
- Bagwitz, D., Becker, S., Elges, R., Grossman, H., Kruk, G. et Mierke, A. (2008) *Private Sector Development in Post- Conflict Situations*. Berlin: GTZ.
- Bah, A.B. (2011) "State Decay and Civil War: A Discourse on Power in Sierra Leone." *Critical Sociology* 37 (2): 199–216.

- Ballentine, K., et Nitzschke, H. (2006). "Beyond Greed and Grievance: Policy lessons from studies in the political economy of armed conflict." *Security and Development: Investing in Peace and Prosperity*, édité par R. Picciotto et R. Weaving. New York: Routledge.
- Barbara J. (2006), 'Nation building and the role of the private sector as a political peace-builder', *Conflict, Security & Development*, 6, 4, 2006, 581–94.
- Baumol, W. (1990), Entrepreneurship: Productive, Unproductive, and Destructive. *Journal of Political Economy*, 98(5): 893–921. DOI: <https://doi.org/10.1086/261712>.
- Besley, T., Collier, P. et Khan, A. (2018), *Escaping the Fragility Trap*, Commission on Fragility, Growth and Development, https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2020/10/Escaping-the-fragility-trap_Oct-2020.pdf.
- Besley, T. et Persson, T. (2009): The Origins of State Capacity: Property Rights, Taxation, and Politics, *American Economic Review* Vol. 99 No. 4 septembre 2009, <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/aer.99.4.1218>.
- Bojicic-Dzelilovic, V., Kostovicova, D. et Rampton, D. (2014). "State-Building, Nation-Building and Reconstruction." In *The Handbook of Global Security Policy*, 265–81. MA, USA: Wiley-Blackwell.
- Boyce, J.K. et Forman, S. (2010), "Financing Peace: International and National Resources for Post conflict countries and Fragile States", *World Development Report 2011, Background Paper*.
- Brown, T., Fanthorpe, R., Gardener, J., Gberie, L. et Sesay, M.G. (2005). "Sierra Leone Drivers of Change". Bristol, United Kingdom: IDL Group.
- Campos, N.F. et Nugent, J. B. (2000), "Who is Afraid of Political Instability?", *Journal of Development Economics*, Vol. 67.
- Campos, N. F., Nugent, J. B. et Robinson, J. (1999), "Can Political Instability be good for Growth?", University of Southern California.
- Canelas, C., & Gisselquist, R. M. (2018), Horizontal inequality as an outcome. *Oxford Development Studies*, 46: 305–324.
- Chapman, J. (2004), *System Failure: Why Governments Must Learn to Think Differently*. London: Demos.
- Chigas, D., Church, M. et Corlazzoli, V. (2014), *Evaluating Impacts of Peacebuilding Interventions: Approaches and Methods, Challenges and Considerations*. CCVRI Guidance Product. London: DFID.
- Clapham, C. (2003), "Sierra Leone: The Political Economy of Internal Conflict." Working Paper 20. The Hague: Clingendael Institute.
- Cockayne, J. (2010), Crime, corruption and violent economies. *Adelphi Series (Ending Wars, Consolidating Peace: Economic Perspectives)*, 50(412–413): 189–218, <https://www.tandfonline.com/toc/tadl20/50/412-413>.
- Coleman, J. S. (1988), Social capital in the creation of human capital. *American Journal of Sociology*, 94: S95–S120.
- Colletta, N. J., et Cullen, M. L. (2000), *The nexus between violent conflict, social capital and social cohesion: Case studies from Cambodia and Rwanda*. Washington, D.C.: World Bank.
- Collier, P. et Hoeffler, A. (2002), 'On the incidence of civil war in Africa', *Journal of Conflict Resolution*, 46, 1, 2002.
- Collier, P. et Sambanis, N. (2002), Understanding Civil War: A New Agenda, *Journal of Conflict Resolution* 46:1, 3–12. DOI: <https://doi.org/10.1177/0022002702046001001>.

Conteh-Morgan, E. (2010), "Peacebuilding and Human Security in Postwar Sierra Leone: A Critical Analysis." In *Sierra Leone beyond the Lomé Peace Accord*, édité par M. Mustapha et J.J. Bangura. New York: Palgrave MacMillan.

Cramer, C. (2006), *Civil War is Not a Stupid Thing: Accounting for Violence in Developing Countries*. London: C. Hurst & Co.

Crane, A., et Ruebottom, T. (2011), Stakeholder theory and social identity: Rethinking stakeholder identification. *Journal of Business Ethics*, 102: 77–87.

Dahlberg, R. (2015), Resilience and Complexity: Conjoining the Discourses of Two Contested Concepts. *Culture Unbound: Journal of Current Cultural Research* 7:3, 541–557. DOI: <https://doi.org/10.3384/cu.2000.1525.1573>.

Davies, V. (2002). "War, Poverty and Growth in Africa Lessons from Sierra Leone." Paper prepared for Centre for the Study of African Economies (CSAE) 5th Annual Conference Understanding Poverty and Growth in Africa. Oxford: St Catherine's College, Oxford University.

de Carvalho Griebeler, M. et Hillbrecht, R.O. (2015), Producers, parasites and poverty traps. *Economía*, 16(3): 310–320. DOI: <https://doi.org/10.1016/j.econ.2015.07.002>.

de Coning, C. (2016), From Peacebuilding to Sustaining Peace: Implications of Complexity for Resilience and Sustainability. *Resilience*, 4: 166-181. DOI: <https://doi.org/10.1080/21693293.2016.1153773>.

Englebert, P. et Portelance, G. (2015), The Growth-governance Paradox in Africa. *Africaplus*, <https://africaplus.wordpress.com/2015/01/06/the-growth-governance-paradox-in-africa/>.

Fairhead, J. et Wilkinson, A. (2017), "Comparison of social resistance to Ebola response in Sierra Leone and Guinea suggests explanations lie in political configurations not culture." *Critical Public Health* 27 (1): 14–27.

Fanthorpe, R. (2005), "On the Limits of Liberal Peace: Chiefs and Democratic Decentralization in Post-war Sierra Leone." *African Affairs* 105 (418): 27–49.

---- (2003), "Humanitarian Aid in post-war Sierra Leone: the Politics of Moral Economy." In *Power, Livelihoods and Conflict: Case Studies in Political Economy Analysis for Humanitarian Action*, Report 13, édité par S. Collinson. London: Overseas Development Institute Humanitarian Policy Group.

Fayemi, K. (2004), "Governing Insecurity in Post-Conflict States: The Case of Sierra Leone and Liberia." In *Reform and Reconstruction of the Security Sector*, édité par A. Bryden et H. Hanggi. New Brunswick: Transaction Publishers.

Firchow, P. (2018), *Reclaiming everyday peace: Local voices in measurement and evaluation after war*. Cambridge, UK: Cambridge University Press. DOI: <https://doi.org/10.1017/9781108236140>.

Fisher, J. (2015), "'Does it Work?'—Work for Whom? Britain and Political Conditionality since the Cold War". *World Development* 75: 13–25. DOI: <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2014.12.005>.

Freedom House (2009), *Freedom in the World: The Annual Survey of Political Rights & Civil Liberties*, https://freedomhouse.org/sites/default/files/2020-02/Freedom_in_the_World_2009_complete_book.pdf.

Fort, T. L. et Schipani, C. (2004), "The Role of Business in Fostering Peaceful Societies", <https://www.cambridge.org/core/books/role-of-business-in-fostering-peaceful-societies/39F381F211120B66293F33812A88C717>.

Ganson, B. (2021), *Private sector development in fragile states: A peacebuilding approach*. Institute for Security Studies (2021).

----- (2019), Business (not) for peace: Incentives and disincentives for corporate engagement on good governance and peaceful development in the African context, *South African Journal of International Affairs* (2019, Vol. 26, No. 2, 1-24).

Ganson, B. Luiz, J. et Wennmann, A. (2019), Business Environment Reforms in Fragile and Conflict-Affected States: From a Transactions towards a Systems Approach, *Journal of International Business Policy* (2019, Vol 2, No. 3, pp. 217-236).

Ganson, B. et M'cleod, H.P. (2019), Private sector development and the persistence of fragility in Sierra Leone, in *Business and Politics* (2019, Vol 21, No. 4, 602-631).

----- (2018), The underlying causes of fragility and instability in Sierra Leone. London: Commission on State Fragility, Growth and Development (2018).

Ganson, B. et Wennmann, A. (2016), *Business and Conflict in Fragile States: The Case for Pragmatic Solutions*, (London: International Institute for Strategic Studies, 2016).

----- (2016), Business and Institutional Reform in Hybrid Political Orders, in *Institutional Reforms and Peace Building* (London: Routledge, 2016, N. Ansorg & S. Kurtenbach, eds.).

Gaspar, V., Janamillo, L. Wingender, P. (2016), Political Institutions, State Building, and Tax Capacity: Crossing the Tipping Point, janvier 2016, IMF Working Papers 16(233):1 DOI: <http://dx.doi.org/10.5089/9781475558142.001>.

Gates, S., Hegre, H. Nygård, H.M. et Strand, H. (2012), "Development Consequences of Armed Conflict." *World Development* 40 (9): 1713–22.

Gberie, L. (2005), *A Dirty War in West Africa: The RUF and the Destruction of Sierra Leone*. Bloomington, Indiana University Press.

Geneva Peacebuilding Platform (2015), *White Paper on Peacebuilding*. Geneva: Geneva Peacebuilding Platform (GPP).

Government of Liberia, Truth and Reconciliation (2009), Report, <https://reliefweb.int/report/liberia/liberias-trc-presents-final-report>.

Government of Sierra Leone, Truth and Reconciliation Commission (2004), Final report of the Truth and Reconciliation Commission of Sierra Leone, Freetown <https://www.sierraleonetrc.org/index.php/view-the-final-report/download-table-of-contents>.

----- National AGOA Response Strategy 2019 to 2025, <https://www.theigc.org/project/developing-sierra-leones-agoa-response-strategy/>.

Gubler, J. R., et Selway, J. S. (2012), Horizontal inequality, crosscutting cleavages, and civil war. *Journal of Conflict Resolution*, 56: 206–232.

Guimond, M. (2007), *Structural Adjustment and Peacebuilding Road to Conflict or Peace?* IDRC Working Paper. Ottawa: IDRC.

Gündüz, C., et Klein, D. (2008), Conflict-sensitive Approaches to Value-chain Development. Micro REPORT #101. Washington, DC: USAID.

Gurr, T. R. (1993), Why minorities rebel: A global analysis of communal mobilization and conflict since 1945. *International Political Science Review*, 14: 161–201.

Halevy, N., Halali, E., et Zlatev, J. J. (2019), Brokerage and brokering: An integrative review and organizing framework for third-party influence. *Academy of Management Annals*, 13: 215–239.

- Hillesund, S., Bahgat, K., Barrett, G., Dupuy, K., Gates, S., Nygård, H. M., Rustad, S. A., Strand, H., Urdal, H., et Østby, G. (2018), Horizontal inequality and armed conflict: A comprehensive literature review. *Canadian Journal of Development Studies*, 39: 463–480.
- Humphreys, M. (2005), Natural resources, conflict, and conflict resolution: Uncovering the mechanisms. *Journal of Conflict Resolution*, 49: 508–537.
- Humphreys, M., et Weinstein, J. M. (2008), Who fights? The determinants of participation in civil war. *American Journal of Political Science*, 52: 436–455.
- Hunziker, P., et Cederman, L.E. (2017), No extraction with- out representation: The ethno-regional oil curse and secessionist conflict. *Journal of Peace Research*, 54: 365–381.
- International Alert (2015), *Peace Through Prosperity: Integrating Peacebuilding into Economic Development*, <https://www.international-alert.org/wp-content/uploads/2021/08/Economy-Peace-Through-Prosperity-EN-2015.pdf>.
- Ivanyina, M. et Shah, A. (2014), “How Close Is Your Government to Its People? Worldwide Indicators on Localization and Decentralization.” *Economics: The Open-Access, Open-Assessment E-Journal* 8, no. 2014–3 (2014): 1–61.
- Jackson, P. (2005), “Chiefs, Money and Politicians: Rebuilding Local Government in Post-War Sierra Leone.” *Public Administration and Development* 25 (1): 49–58.
- Joint Mano River Union Fragility and Resilience Assessment (2021), unpublished desk review report, commissioned, by the United Nations, the African Development Bank, and the Mano River Union Secretariat.
- Justino, P., Brück, T. et Verwimp, P. (2014), *A Micro-Level Perspective on the Dynamics of Conflict, Violence, and Development*. Oxford: Oxford University Press. DOI: <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199664597.001.0001>.
- Keen, D. (2005). *Conflict and Collusion in Sierra Leone*. Oxford: James Currey.
- Kelman, H. C. (2004), Reconciliation as identity change: A social-psychological perspective. Y. Bar-Siman- Tov (Ed.), *From conflict resolution to reconciliation*: 111–124. Oxford, U.K.: Oxford University Press.
- Kobayashi, K. et M’cleod, H.P. (2021), Rethinking business reforms in post-conflict settings: the case of Sierra Leone, *Conflict, Security & Development*, 21:1, 43-61.
- Kolk, A., & Lenfant, F. (2016), Hybrid business models for peace and reconciliation. *Business Horizons*, 59: 503–524.
- (2015), “Partnerships for Peace and Development in Fragile States: Identifying Missing Links.” *Academy of Management Perspectives* 29 (4): 422–37. DOI: <https://doi.org/10.5465/amp.2013.0122>.
- Kpundeh, S. (1994), “Limiting Administrative Corruption in Sierra Leone.” *The Journal of Modern African Studies* 32 (1): 139–57.
- Kumar, C. et De la Haye, J. (2011), Hybrid Peacemaking: Building National ‘Infrastructures for Peace’. *Global Governance* 18:1, 13–20.
- Laplante, L. J. et Spears, S. A. (2008), Out of the Conflict Zone: The Case for Community Consent Processes in the Extractive Sector, *Yale Human Rights and Development Law Journal* 11:1, 69–116.
- Lau, D. C., et Murnighan, J. K. (2005), Interactions within groups and subgroups: The effects of demographic faultlines. *Academy of Management Journal*, 48: 645–659.

Loode, S. (2011), Peacebuilding in complex social systems. *Journal of Peace, Conflict and Development*, 18: 68–82.

Manuel, C. (2015), “Is there a Causal Link between Investment Climate and Growth? A Review of the Evidence.” DFID Legal Assistance for Economic Reform Programme, <https://assets.publishing.service.gov.uk/media/591b040aed915d20f800000c/laser-evidence-paper-the-link-between-ic-reform-a.pdf>.

Mason, S. J. (2009), *Insider mediators: Exploring their key role in informal peace processes*. Berlin, Germany: Berghof Foundation for Peace Support, <https://berghof-foundation.org/library/insider-mediators-exploring-their-key-role-in-informal-peace-processes>.

McCoy, J., Rahman, T., et Somer, M. (2018), Polarization and the global crisis of democracy: Common patterns, dynamics, and pernicious consequences for democratic polities. *American Behavioral Scientist*, 62: 16–42.

McIntosh, K., et Buckley, J. (2015), “Economic development in fragile and conflict affected states.” Birmingham: GSDRC, <https://gsdrc.org/wp-content/uploads/2015/09/Econdevfragilestates1.pdf>.

Mehlum, H., Moene, K. et Torvik, R. (2006), Parasites, in Bowles, S, Durlauf, S et Hoff, K (eds), *Poverty Traps*, 79–94. Princeton, NJ: Princeton University Press.

----(2003), Predator or Prey: Parasite Enterprises in Economic Development, *European Economic Review*, 47(2): 275–294. DOI: [https://doi.org/10.1016/S0014-2921\(01\)00194-5](https://doi.org/10.1016/S0014-2921(01)00194-5)

----(2002), Plunder & Protection Inc., *Journal of Peace Research*, 39(4): 447–459. DOI: <https://www.wider.unu.edu/publication/plunder-protection-inc>.

---- (2000), Predator or Prey: Parasite Enterprises in Economic Development, Department of Economics Memorandum 27/2000. University of Oslo.

Moncada, E. (2019), Resisting protection: Rackets, resistance, and state building. *Comparative Politics*, 51(3): 321–339. DOI: <https://doi.org/10.5129/001041519X15647434969948>.

Mustapha, M. (2010), “Global Inequalities and Peace in Postwar Sierra Leone.” In *Sierra Leone beyond the Lomé Peace Accord*, édité par M. Mustapha et J.J. Bangura. New York: Palgrave MacMillan.

Naudé, W. (2007), *Peace, Prosperity and Pro-growth Entrepreneurship*. Discussion Paper No. 2007/02. Helsinki: WIDER, <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/84657/1/546168884.pdf>.

Ncube, M. et Jones, B. (2013), “Drivers and Dynamics of Fragility in Africa.” *Africa Economic Brief*, 2013.

Nyei, I. A. (2016), “Beyond the Disease: How the Ebola Epidemic Affected the Politics and Stability of the Mano River Basin.” *Conflict Trends*, 2016, <https://www.accord.org.za/conflict-trends/beyond-the-disease/>.

Obenland, W. (2014), *Corporate Influence Through the G8 New Alliance for Food Security and Nutrition in Africa*. Aachen/Berlin/Bonn/New York, [https://www.globalpolicy.org/sites/default/files/Corporate Influence through the G8NA.pdf](https://www.globalpolicy.org/sites/default/files/Corporate%20Influence%20through%20the%20G8NA.pdf).

Odendaal, A. (2013), *A Crucial Link: Local Peace Committees and National Peacebuilding*. Washington, DC: United States Institute of Peace.

OECD (2016), “States of Fragility 2016: Understanding Violence.” Paris: OECD Publishing. DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264267213-en>.

----(2015), “A New Deal for Engagement in Fragile States.” *International Dialogue on Peace Building and State Building*, https://www.pbsbdialogue.org/media/filer_public/07/69/07692de0-3557-494e-918e-18df00e9ef73/the_new_deal.pdf.

---- (2012), *Evaluating Peacebuilding Activities in Settings of Conflict and Fragility – Improving Learning for Results*. Paris: OECD, 2012.

----- (2008), *OECD Guidelines for Multinational Enterprises*. Paris: OECD.

Oetzel, J., Westermann-Behaylo, M., Koerber, C., Fort, T. L., et Rivera, J. (2009), *Business and Peace: Sketching the Terrain*, *Journal of Business Ethics*, 89, pages 351–373, <https://link.springer.com/article/10.1007/s10551-010-0411-7>.

Ogunmola, D. (2009), “Socio-Economic Injustice and Cronyism: Warlordism and Taylorism in the Sierra Leone Civil War.” *Journal of Alternative Perspectives in the Social Sciences*, Working Paper No. 3.

OHCHR (2008), *Protect, Respect and Remedy: A Framework for Business and Human Rights*. Document no. A/HRC/8/5, 7 avril.

Østby, G. (2013), *Inequality and political violence: A review of the literature*. *International Area Studies Review*, 16: 206–231.

Paczynska, A. (2016), *Liberia rising? Foreign direct investment, persistent inequalities and political tensions*. *Peacebuilding*, 4: 297–316.

Provost, C., Ford, L. et Tran, M. (2014), *G8 Alliance Condemned as New Wave of Colonialism in Africa*. *Guardian* (18 février).

Reno, W. (2009), *Illicit markets, violence, warlords, and governance: West African cases*. *Crime, law and social change*, 52(3): 313–322. DOI: <https://doi.org/10.1007/s10611-009-9199-8>.

Retal, M. (2012), *Governance for Peace: Security the Social Contract*. New York: UNDP Bureau for Crisis Prevention and Recovery, 2012.

Richards, P. (2003), “The Political Economy of Internal Conflict in Sierra Leone.” Working Paper 21. The Hague: Clingendael Institute.

Robinson, J. (2008), “Governance and Political Economy Constraints to World Bank CAS Priorities in Sierra Leone.” Cambridge, MA: Harvard University, https://scholar.harvard.edu/jrobinson/files/jr_wb_sierraleone.pdf.

Sierra Leone Telegraph (2021), “Why Has President Bio Suspended Auditor General Lara Taylor-Pearce?” *News. Sierra Leone Telegraph*, 13 novembre 2021, <https://www.thesierraleonetelegraph.com/why-has-president-bio-suspended-auditor-general-lara-taylor-pearce/>.

Stabilization Unit (2008), *Stabilisation through Economic Initiatives and Private Sector Development (PSD)*. Draft avril. London: UK Cabinet Office Stabilization Unit.

Stewart, F. (2011), *Inequality in political power: A fundamental (and overlooked) dimension of inequality*. *European Journal of Development Research*, 23: 541–545.

----- (2008), *Horizontal Inequalities and Conflict: Understanding Group Violence in Multi- ethnic Societies*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.

----- (2002), “Horizontal Inequalities: A Neglected Dimension of Development.” *Studies in Development Economics and Policy*. London: Palgrave Macmillan, https://link.springer.com/chapter/10.1057/9780230501850_5.

----- (2000), *Crisis Prevention: Tackling Horizontal Inequalities*. Oxford: Queen Elizabeth House.

- Thomson, B. (2007), "Sierra Leone: Reform or Relapse? Conflict and Governance Reform." London: Chatham House.
- UNDP et UNEP (2015), *Natural Resources and Conflict: A Guidance for Mediation Practitioners*. New York and Nairobi.
- UN Global Compact and Principles for Responsible Investment (2010), *Guidance on Responsible Business in Conflict-Affected and High-Risk Areas*. New York: UNGC & PRI, 2010.
- UN News (2021), 'Time for Action' to Support Most Fragile States: Guterres." UN News, 21 octobre, 2021, <https://news.un.org/en/story/2021/10/1102752>.
- UNHCR (2020), "Ivoriens Flee to Neighbouring Countries Fearing Post-Electoral Violence." UNHCR Briefing Notes, 3 novembre 2020, <https://www.unhcr.org/news/briefing/2020/11/5fa118a44/ivoriens-flee-neighbouring-countries-fearing-post-electoral-violence.html>.
- USAID (2007), *Poverty Reduction in Conflict and Fragile States: Perspectives from the Household Level, Summary of Proceedings from a Conference Held November 8–9, 2006*. Washington DC: U.S. Agency for International Development.
- (2009), *A Guide to Economic Growth in Post-Conflict Countries*. Washington DC: USAID, <https://gsdrc.org/document-library/a-guide-to-economic-growth-in-post-conflict-countries/>.
- Vallings, C. et Moreno-Torres, M. (2005), "Drivers of Fragility: What Makes States Fragile?". Working Paper No. 7, DOI: <https://doi.org/10.22004/ag.econ.12824>.
- Vervisch, T. (2011), The solidarity chain: Post-conflict reconstruction and social capital building on three Burundian hillsides. *Journal of Eastern African Studies*, 5: 24–41.
- Vorrath, J. (2014), "From war to illicit economies: organized crime and state-building in Liberia and Sierra Leone." SWP Research Paper, 13/2014. Berlin: Stiftung Wissenschaft und Politik -SWP- Deutsches Institut für Internationale Politik und Sicherheit, <https://www.semanticscholar.org/paper/From-war-to-illicit-economies%3A-organized-crime-and-Vorrath/1e48704cb58a143fc659083087b08a69c9b866c7>.
- Wennmann, A. (2011), The Role of Business in Armed Violence Reduction and Prevention. *International Review of the Red Cross* 94:887, 919–940.
- Wimmer, A. (2008), The making and unmaking of ethnic boundaries: A multilevel process theory. *American Journal of Sociology*, 113: 970–1022.
- Woodrow, P. et Chigas, D. (2009), *A Distinction with a Difference: Conflict Sensitivity and Peacebuilding. Reflecting on Peace Practice Project*. Cambridge, MA, <https://www.cdacollaborative.org/publication/a-distinction-with-a-difference-conflict-sensitivity-and-peacebuilding/>.
- World Bank (2018), *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*. Washington, DC: World Bank.
- (2011), *World Development Report 2011: Conflict, security, and development*. Washington, DC: World Bank, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/4389>.
- World Bank, DataBank: World Development Indicators, <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>.
- Zack-Williams, A.B. (1999), "Sierra Leone: The Political Economy of Civil War, 1991–1998." *Third World Quarterly* 20 (1): 143–62.